

# Le PCF à la recherche d'une politique

p. 10 à 12

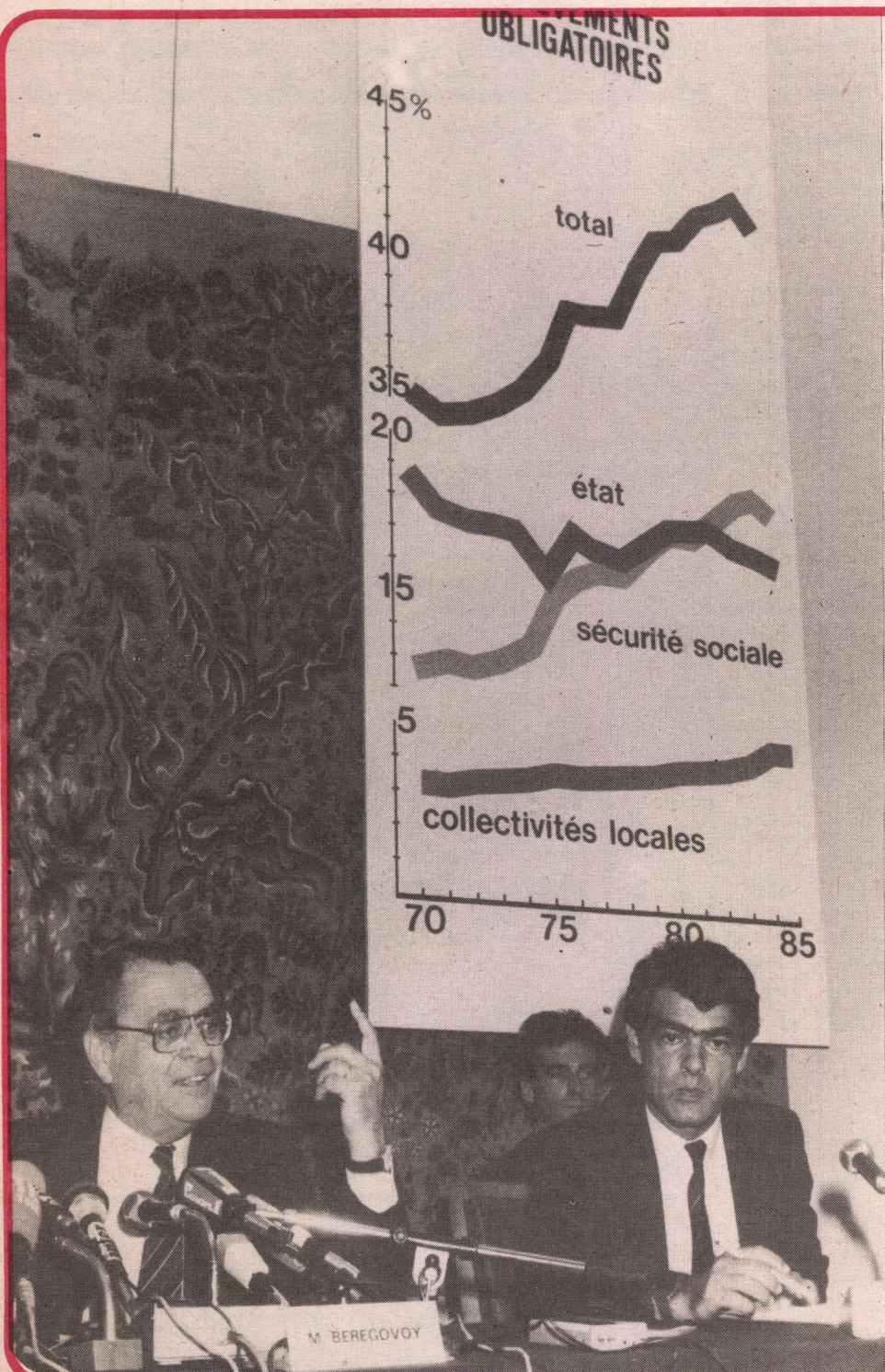
## Lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 850 - 15 septembre 1984 - prix : 6 F

**Dans les entreprises :**

**les travailleurs contre les licenciements**

p. 6, 7, 13 et 14



# un budget de guerre contre les travailleurs

**Grande Bretagne :**  
combativité des mineurs  
et renoncement  
des syndicats

p. 8 et 9

**Chili :**  
la population  
contre Pinochet

p. 15 et 16



# sommaire

## Dans le monde

Page 5 :

- **Mont-Louis** : on nous mène en bateau.
- Le pape au Canada.

Pages 8 et 9 :

- **Grande-Bretagne** :
  - **Combativité des mineurs et renoncement des syndicats.**
  - **Les dockers toujours aux côtés des mineurs.**
  - **L'austérité fait 27 morts dans un hôpital.**

Pages 15 et 16 :

- **Chili** : Pinochet cherche à durcir la dictature.
- **Les dirigeants de l'opposition contraints d'aller chercher leurs appuis dans la rue.**

Page 20 :

- **Maroc** : un recul de la dictature.
- **Afrique du Sud** : la révolte.

## En France

Page 6 :

- **Renault Saint-Ouen** : travail du samedi... ça me dit rien !

Page 7 :

- **Citroën** : austère rentrée.
- **Bordeaux Bassens** : victoire des marins du *Nefeli*.

Pages 10 à 12 :

- **Après sa sortie du gouvernement**, le PCF à la recherche d'une politique.
- **Fête de L'Humanité** : une vaste force militante placée dans l'impasse politique.
- **12 ans de (dés)union de la gauche.**

Page 13 :

- **Pour les travailleurs du Creusot-Loire Le Creusot**, c'est toujours l'attente.
- **Alsthom-Atlantique Saint-Nazaire** : 450 licenciements qui ont du mal à passer.

Page 14 :

- **RVI Monplaisir Lyon** : la direction veut nous habiller à la « mobilité ».
- **La situation à Creusot-Loire Saint-Chamond.**

## Culture

Page 17 :

- **Films** : *La smala* ; *C'est la faute à Rio* ; *Tartuffe* ; reprise de *L'homme au complet blanc*.

Pages 18 et 19 :

- **Quand le PCF édite Trotsky.**
- **Livres** : *Corruption* de P.A. Tur ; *Le roi des éléphants* de Y. Kémal ; *Mémoires d'un autre jour* de H. Robbins.
- **Un nouveau musée de peinture à l'Orangerie.**

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Rentrée scolaire

### □ Un accroc parmi d'autres

Au matin de la rentrée, dans les deux écoles primaires « Tourtille-Ramponeau » d'un des quartiers de Belleville à Paris, enseignants et directeurs étaient assez satisfaits et prêts à croire, si tout se passait à peu près de la même façon dans les autres écoles, que les communiqués de victoire du nouveau ministre de l'Education Nationale étaient peut-être justifiés.

Mais l'après-midi, une « descente » de la nouvelle inspectrice, qui visiblement obtempérait à des ordres de sa hiérarchie, venait débusquer les élèves « fantômes » (inscrits sur les listes mais non présents) et s'opposer à de soi-disant « magouilles » de chefs d'établissement qui penseraient un peu trop à la bonne marche de leur école, et pas assez à la bonne marche de l'ensemble...

Toujours est-il que, quatre jours plus tard, une classe « gelée » sur la carte scolaire en juin dernier, mais que les enseignants comptaient bien voir s'ouvrir parce qu'il y avait presque une vingtaine d'élèves inscrits, a été supprimée. Par contre-coup, une belle pagaïe s'est déclenchée dans d'autres classes devant accueillir ces « sureffectifs ».

Sans compter l'amertume des instituteurs, à qui depuis trois ans on racontait que leur quartier était une « zone prioritaire » (ce qui aurait dû leur permettre de bénéficier d'effectifs relativement allégés, afin de pouvoir un peu mieux suivre chaque enfant).

Certes, pas mal d'entre eux n'avaient plus trop d'illusions sur « la priorité » — austérité oblige — que le gouvernement donnerait à leurs élèves. Mais tous sont choqués par la précipitation avec laquelle s'est faite cette fermeture de classe. D'autant que, traditionnellement, dans ce quartier de nombreux enfants se présentent plus tard. Et cette année on sait que les familles des travailleurs immigrés qui habitent le quartier ne rentreront qu'à partir du 12 septembre, puisque certaines compagnies aériennes n'ont commencé à programmer les vols de charter à prix réduit qu'une semaine après la traditionnelle « fête du mouton ».

### □ Au secours !... La police !

Deux membres de la municipalité de Levallois (Hauts-de-Seine), dont l'un des deux appartient à la police municipale récemment créée par Balkany, maire RPR viennent de comparaître devant le tribunal correctionnel de Nanterre.

Dans la soirée du 28 août dernier, au volant d'une voiture de la police municipale, girophare allumé, ils avaient semé la panique dans Levallois.

Passablement éméchés (on leur a trouvé deux grammes d'alcool dans le sang), ils avaient arrêté un véhicule et contrôlé ses passagers, heurté un autre véhicule, blessé une jeune femme à la tête et défoncé la vitrine d'un salon de coiffure.

Les magistrats les ont condamnés à une peine de six mois de prison, dont cinq avec sursis. Dans quelques jours, ils seront libres comme l'air...

### □ Suppressions de classes dans l'académie de Versailles

A l'école Balzac de Nanterre, une classe de CM2 (cours moyen 2ème année) a été fermée. Les effectifs, qui jusqu'ici n'excédaient pas les 25 élèves par classe, sont passés à 32, 33 élèves.

Dans le CP (cours préparatoire) les effectifs sont de 30 élèves. Les instituteurs disent que pour eux c'est catastrophique : 30 élèves, dont de nombreux immigrés, de niveaux différents, dans la classe où l'on apprend à lire !

Avant les vacances, à l'annonce de la fermeture de la classe pour la rentrée, l'école

avait été occupée pendant près d'un mois par les parents d'élèves. Suite à ce mouvement, le rectorat de Versailles avait laissé entendre aux parents et enseignants qui s'y étaient rendus qu'il mettait la classe en réservation (c'est à dire qu'il y avait de grandes chances que la classe ne soit pas fermée).

A la rentrée, les instituteurs et les parents l'ont eu plutôt mauvaise en constatant la fermeture de la classe. Ils n'avaient même pas été prévenus ! De plus, il semble bien que cette fermeture de classe ne soit pas, dans l'Académie de Versailles, un cas isolé.

## FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

### □ LILLE

**Samedi 6 et dimanche 7 octobre, salle des fêtes de Fives**

Rue de Lannoy - Métro Fives

### □ DIJON

**Le samedi 15 septembre à partir de 19 h et le dimanche 16 septembre à partir de midi au Parc des Cèdres (Quetigny).**

Samedi soir, dîner-spectacle animé par le Théâtre en Bulle, suivi d'un bal. Dimanche midi, banquet champêtre animé par Marylène et Patrick Bullier. A 16 h, une pièce de Dario Fo (*Faut pas payer*) par le Théâtre du Ciaqsine. En soirée, bal animé par Radio-Dijon-Stereo.

### □ LYON

**Samedi 15 septembre à partir de 16 h et dimanche 16 septembre de 14 h à 20 h. Terrain de Merlo à Oullins (Bus n° 14) avec :**

Les Madjumbé (groupe afro-antillais), des clowns, Roger Cueno et ses orgues de barbarie. Jacques l'accordéoniste... Bal le samedi soir.

### □ ORLÉANS

**Dimanche 16 septembre à partir de 10 h. Centre de Loisirs de Saint-Jean-de-Braye (Route de Pithiviers).**

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

**LUTTE DE CLASSE**

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



## Un budget de guerre contre les travailleurs

Le budget nouveau, millésime 85, est donc arrivé, bien étudié, bien calculé pour faire payer encore un peu plus les travailleurs. Car les apparences, c'est-à-dire la prétendue baisse de l'impôt de 5 % pour tous, ne peuvent même plus faire illusion. Les journalistes ont fait les calculs : elle se traduira tout juste par quelques centaines de francs d'économie pour la plupart des petits revenus. Or ces quelques centaines de francs qui ne seront pas à déboursier en septembre 1985, lors du paiement du dernier tiers provisionnel, les travailleurs les auront alors déjà payés plusieurs fois en impôts, déguisés ou non, c'est-à-dire en taxes sur l'essence, en augmentation des tarifs publics. En réalité, avec le budget 1985, les travailleurs sont doublement perdants. Ils déboursieront au total plus d'argent pour alimenter les caisses de l'Etat, et ils profiteront d'une part plus réduite de l'argent public. Car, sous prétexte de compenser le manque à gagner et d'équilibrer le budget, c'est sur les services publics qu'on rognera, en réduisant le personnel et donc la qualité, en même temps qu'on réduira les budgets sociaux, qui sont nécessaires aux travailleurs et à leur famille pour faire face à la maladie, à la vieillesse, au chômage.

Car c'est bien sûr sur ces dépenses-là que le gouvernement va faire des économies, et pas sur les aides et les subventions aux gros industriels et aux groupes financiers. Le budget de l'industrie continue d'avoir la part belle dans le budget 1985. Et quand Mitterrand parle de réduire le poids et le rôle de l'Etat parce que cela asphyxie l'économie, cela veut dire qu'il allègera les charges des entreprises, mais pas leur droit de puiser dans les finances publiques. Mitterrand continuera d'ouvrir toutes grandes les caisses de l'Etat aux De Wendel, Peugeot et autres, qui pourront disposer de ces fonds publics à leur guise. Ils pourront continuer de spéculer s'ils le jugent profitable. Ils pourront continuer de licencier si tel est leur bon plaisir. Mitterrand leur donne l'assurance que l'Etat ne se fera ni pesant, ni encombrant, et qu'ils auront les mains libres.

Tout cela n'est pas nouveau, c'est vrai. C'était la politique de la droite et cela n'a pas cessé d'être la politique de la gauche depuis trois ans. Mais si le gouvernement insiste aujourd'hui pour bien montrer qu'il n'a plus rien à voir avec ce qu'il présente comme un vieux fatras

des idées socialistes, c'est pour des raisons politiques. C'est pour donner encore et à nouveau des gages à la bourgeoisie. Et c'est aussi pour tenter de séduire la petite et la moyenne bourgeoisie, celle qui reproche à Mitterrand, à Fabius, de garder encore une étiquette de gauche.

Le budget 1985, d'ailleurs, est fait pour rapporter bien autre chose que de bonnes paroles aux classes moyennes. Les 5 % d'impôts en moins, qui se traduiront par une économie dérisoire pour la plupart des travailleurs, constitueront par contre un cadeau substantiel pour ceux qui ont des hauts revenus. Et ce sont les mêmes qui, par ailleurs, ne souffriront pas trop des hausses des tarifs publics ou de l'essence, parce que cela ne constitue qu'une part infime de leur budget. Ils se moquent même bien qu'on rogne sur les hôpitaux, car c'est dans les cliniques privées qu'ils se soignent.

Oui, ce sont tous ces petits et moyens bourgeois aisés, dont les revenus n'ont pas baissé dans la crise comme le montre la prospérité des restaurants chers, des hôtels cotés et des commerces de luxe, que le gouvernement essaie de séduire avec son budget 1985.

Or le gouvernement a toutes les chances d'en être pour ses frais, car tout ce monde de petits, moyens et grands bourgeois qui ne portent pas la gauche dans leur cœur ne sont sans doute pas prêts à vendre leur bulletin de vote, même pour quelques dizaines de milliers de nouveaux francs. Ils empocheront l'argent, qu'ils claqueront en diners ou en croisières, mais ils continueront comme avant à mépriser les politiciens de gauche !

Alors, budget au service des grands industriels, et aussi budget de complaisance vis-à-vis des classes moyennes, le budget 1985 est bel et bien un budget de guerre contre les travailleurs. Un budget qui montre que le gouvernement à l'intention de déclarer la guerre économique à la classe ouvrière.

Mais ce budget, comme d'ailleurs l'ensemble des mesures antiouvrières que ne cesse de prendre le gouvernement, fait aussi la preuve que le bulletin de vote ne permet pas aux travailleurs de se défendre. Alors, que le gouvernement ne se réjouisse pas trop, car ces leçons-là sont quand même en train d'être tirées.

Arlette LAGUILLER

### Grève de la faim des militants basques

## Un gouvernement sans vergogne qui ose afficher sa bonne conscience

Depuis le 8 août, huit membres de l'organisation basque ETA font la grève de la faim à la prison de Fresnes. Ils réclament l'annulation des menaces d'extradition qui pèsent sur eux, à la suite de la demande présentée par le gouvernement espagnol.

Jusqu'à présent, à deux reprises, le 9 et le 24 août, la chambre d'accusation de Pau a donné un avis favorable à la demande d'extradition du gouvernement espagnol. Mais on attend toujours la décision du gouvernement français, dont tout dépend maintenant. Seule-

ment, en fait de décision, celui-ci se borne à multiplier les communiqués rassurants sur l'état de santé des grévistes de la faim.

Alors, Mitterrand peut bien jouer les défenseurs de la veuve et de l'orphelin vis-à-vis des dictatures d'Amérique centrale. Il peut bien se payer le luxe de quelques remontrances à Hassan II sur les tortures infligées aux prisonniers politiques, eux aussi en grève de la faim, qui sont enfermés dans les geôles marocaines. Ou encore aller verser quelques larmes sur le sort des opposants politiques en URSS.

Mais, quoi que puisse dire ou faire Mitterrand, c'est bien lui qui ne laisse pas aujourd'hui d'autre choix aux militants basques de Fresnes que de recourir aux sacrifices d'une grève de la faim prolongée, tout comme Margaret Thatcher il y a quelques années avec les militants nationalistes irlandais emprisonnés en Irlande du Nord. Et malgré toute la bonne conscience qu'il ose afficher, il est peut-être en train de s'appêter à livrer ces militants de l'ETA non seulement aux prisons, mais aussi aux tortures de la police espagnole !



Les femmes des militants basques manifestent à Paris. (Photo AFP)



# Une nouvelle agence de publicité à Saint-Chamond :

## la CGT

A Saint-Chamond (Loire), on connaissait déjà la campagne publicitaire de la télévision pour les sacs poubelles « Handy Bag » produits par Prosyn-Polyane. Mais on ne savait pas que cette campagne allait continuer localement, avec une agence de publicité pour le moins inattendue : la CGT. Car celle-ci n'y va pas de main morte pour vanter les mérites de l'entreprise.

Le journal *Le Progrès* du 6 septembre cite une intéressante manifestation qui a eu lieu la veille aux établissements Prosyn-Polyane de Saint-Chamond. On y inaugurerait le démarrage en production de la première ligne d'extrusion. Intéressante aussi, parce que c'était la CGT qui invitait, avec la bénédiction de la direction.

Etaient rassemblés autour du directeur de l'établissement les

militants de la CGT de l'entreprise, ainsi que de l'Union locale et départementale. Une secrétaire confédérale avait même fait le déplacement, pour demander « au patronat de suivre l'exemple de Prosyn-Polyane, en développant l'emploi et en utilisant du matériel français ».

Après de multiples déclarations sur le « *Fabriquons français* » et « *l'attachement que porte la CGT aux questions économiques et industrielles* », la parole fut donnée au directeur de l'établissement, qui remercia la CGT d'avoir organisé cette inauguration. « *Nous-mêmes sommes trop pris par les problèmes administratifs, déclara-t-il, et négligeons de nous ouvrir vers l'extérieur* ».

Bref, c'était à ne plus savoir qui parlait, du patron ou des représentants de la CGT !

## La CFDT fait des propositions au patronat

La CFDT se veut réaliste. Par la voix de Jean Kaspar, vendredi 7 septembre, la centrale syndicale a fait savoir qu'elle renonçait à un certain nombre d'avantages pour les travailleurs, au profit des entreprises. Elle propose pour les petites entreprises la recherche d'une solution permettant d'éviter l'application brusque des seuils fiscaux qui déclenchent des cotisations supplémentaires (logement, formation) lorsqu'une entreprise passe de 10 à 11 salariés. Elle reviendrait également sur la limitation à 6 et 12 mois des contrats à durée déterminée et des missions d'interim. De quoi

réjouir le CNPF. Eh non ! Gattaz, répondant à la bergère, campe sur ses positions. Il « *reste dans sa tranchée* », affirme Maire, navré. Il lui trouve quand même une excuse : « *Peut-être n'a-t-il pas eu assez de temps pour étudier nos propositions* », a-t-il déclaré à France-Inter.

Mais que les dirigeants de la CFDT ne se sentent pas totalement incompris ! Les travailleurs, eux, ont eu le temps de saisir parfaitement que les Maire et autres Kaspar jouent les paillasse devant le patronat, à qui ils font leurs offres de services en se montrant prêts à brader les intérêts des travailleurs.

## Gare aux « mouvements incontrôlés » !

Le gouvernement doit se défier « *de toute précipitation dans la modernisation du pays dont les retombées sociales, notamment sur l'emploi, risquent d'engendrer des mouvements incontrôlés* ».

Mise en garde d'un P-DG de PME, ou d'un dirigeant de grande entreprise à qui la politique gouvernementale fait redouter des coups de colère dans la classe ouvrière ?

Vous n'y êtes pas ! C'était bel et bien Bergeron qui, le 7 septembre à Epinal, a tenu à faire profiter le gouvernement de son expérience de bureaucrate syndical et... de ses hantises.

Car au fond, des mouvements « *incontrôlés* » contre les exploités, ça risque de mettre en mauvaise posture nombre de dirigeants syndicaux !



(Photo AFP)

## Budget 85

## La note monte pour les usagers et le personnel des PTT

Parmi les secteurs sur lesquels le gouvernement compte pour récupérer en partie le manque à gagner dû aux réductions d'impôts et aux aides diverses en faveur du patronat, le secteur des PTT figure en bonne position.

C'est ainsi qu'en 1985, sous diverses formes, les PTT devront fournir 14,9 milliards de francs à l'Etat, soit une augmentation de... 129 % par rapport à cette année.

Et comme il faut bien que quelqu'un paie la note, car les bénéfices des PTT n'y suffiraient évidemment pas, c'est aux usagers et au personnel que le gouvernement va demander de passer à la caisse.

Pour les usagers, c'est Fabius lui-même qui, dans une lettre adressée fin juillet à Mexandeau et dénoncée depuis par la CGT, avait donné ses directives : augmentation de 10 centimes pour le courrier normal en juin 1985, et de 5 centimes pour la taxe téléphonique de base à une date qui reste à déterminer, et cela en plus des augmentations appliquées en juillet-août sur ces deux postes !

Quant au personnel, il y aura 2 000 suppressions d'emplois, sans doute essentiellement dans les centres de tri, mais aussi certainement dans les petits bureaux de poste dont on sait, depuis le rapport Chevallier de décembre 1983, que les PTT les considèrent comme trop coûteux. Il est vrai que les responsables des PTT affirment qu'il n'y aura pas de licenciement et que les départs volontaires et en retraite suffiront. Mais, même si c'est le cas, cela fera du travail en plus pour ceux qui restent, et un service en baisse pour le public !

## Quand Mexandeau se fend

D'après les confidences que Mexandeau, ministre des PTT, aurait faites à des parlementaires, la suppression de la fente des 20 centimes dans les cabines téléphoniques, qui oblige les usagers à arrondir au demi-franc supérieur, représente 2 % de l'ensemble des recettes des communications téléphoniques effectuées en cabine.

Alors, on comprend qu'il ne soit pas question de la remettre en service ! D'ailleurs, officiellement, cette fente serait de toute façon destinée à servir, sous peu, pour les pièces de deux francs...

On frémit à l'idée que Mexandeau pourrait s'aviser de boucher encore quelques fentes pour arrondir ses recettes !

## Et encore un cadeau

Nouvelle mesure prévue pour le budget : tout foyer achetant un appartement pour le louer pourra déduire 5 % du prix de l'appartement du montant de ses impôts.

C'EST ÇA LE BUDGET  
DE LA REPRISE ?



Par exemple, si vous achetez pour le louer un appartement de 400 000 F, vous pourrez déduire 20 000 F de vos impôts (réduction limitée pour un couple) !

Sortez-les donc, ces 400 000 F !

## Réductions d'impôt : plus égalitaires pour certains que pour d'autres

Tout le monde a remarqué que les réductions d'impôts annoncées étaient loin d'être aussi égalitaires que ce que laissait entendre le gouvernement.

Ainsi, la diminution uniforme de 5 % ne représente-t-elle que 12,50 F pour les plus petits contribuables, alors qu'elle dépasse le millier de francs pour les plus gros revenus.

Mais surtout, d'après les calculs faits par *L'Humanité*, sur les 10 milliards de francs de diminution d'impôts sur le revenu, la moitié bénéficiera aux 7 % de contribuables les plus riches, alors que les 93 % de contribuables restants — dont les plus modestes — devront se répartir l'autre moitié !

## Jamais contents

Cette année, c'est 10 milliards de francs que les patrons vont empêcher au titre de la réduction de la taxe professionnelle. Or ces 10 milliards vont manquer au budget des collectivités locales, qui devront puiser un peu plus dans les poches des habitants des communes.

Mais cela n'empêche pas les représentants des patrons de râler parce que, disent-ils, l'effet de cette mesure serait aux trois quarts annulé par les hausses de l'essence et du téléphone !

## Quelques chiffres

D'après *Le Monde* du 14/9, pour un couple marié ayant deux enfants, la variation de l'impôt en 1985 par rapport à 1984, pour un revenu ayant évolué comme la hausse des prix, sera de 0 F pour un salaire brut de 60 000 F par an, de moins 116 F pour un salaire brut de 90 000 F par an, de moins 893 F pour 180 000 F, moins 859 F pour 300 000 F et moins 570 F pour 500 000 F...

890 F par an, cela compensera peut-être, pour une famille, la hausse du téléphone, de la poste et quelques petites bricoles. Mais 116 F !

C'est pourtant quand il ne rentre que 5 000 F par mois à la maison qu'on est le plus serré...



# Le pape au Canada

## Cachez ces filles...

Autre déception pour les évêques québécois, pour qui la présence féminine lors des services religieux est devenue banale: Jean-Paul II a bien voulu autoriser les femmes à

distribuer l'eucharistie, bien qu'il n'apprécie guère, mais a refusé fermement la présence d'enfants de chœur féminines. Il craint sans doute qu'elles n'incitent au péché de chair !.

## Un pape qui rapporte gros

Belle affaire que la visite du pape: 200 millions en dollars de bénéfices en quelques jours, 30 000 rosiers portant son nom, imprimés sur tissu ou en photo, des centaines de milliers de chandelles à 10 dollars

pièce, et la vente à prix d'or du mobilier de la chambre où il a dormi.

Jean-Paul II a beau s'élever contre les méfaits de ce monde matérialiste, il vaut mieux que la poule aux œufs d'or !



## Indiana Jean-Paul II

Les Indiens du Canada, catéchisés depuis 1537, date à laquelle le pape Paul III reconnut qu'ils avaient une âme..., ont eu droit à la visite de Jean Paul II. Il a pudiquement évoqué les « heures difficiles » de la cohabitation entre les Blancs et les Indiens et les a exhortés à cultiver « leurs valeurs intellectuelles et morales » qui ont « enrichi l'Eglise ». Au sens propre, sans doute !

Mais il s'est bien gardé de

dire, un mot sur le fait que, pour sauvegarder leur culture, les Indiens sont obligés de vivre en assistés sociaux dans des réserves qui se rétrécissent comme peau de chagrin. Les évêques québécois se sont prononcés en faveur de la reconnaissance des droits territoriaux des Indiens. Jean Paul II n'a pas été jusque-là.

Il est resté sur ses réserves et a laissé les Indiens sur les leurs !



# Le naufrage du « Mont-Louis »

## On nous mène en bateau

Depuis mardi matin 11 septembre, la coque du *Mont-Louis*, ce cargo qui transportait plus ou moins clandestinement des fûts d'hexafluorure d'uranium vers l'URSS par la mer du Nord et qui a fait naufrage le 24 août dernier, est bel et bien brisée en deux.

Et dans l'immédiat, c'est une marée noire provoquée par le mazout, qui fuit des soutes vers les côtes belges.

Mais ce n'est rien, paraît-il. Les détergents déversés aussitôt avaleraient déjà la nappe d'une dizaine de kilomètres qui s'avancit vers Ostende.

Quelques fûts se seraient bien échappés vers les fonds, mais on nous raconte maintenant que ce serait une bonne chose: cela rendrait leur récupération plus aisée. En attendant, jour après jour, les plongeurs, techniciens et autres spécialistes qui se relaient autour de l'épave depuis trois semaines n'ont pu ramener aucun fût, sinon vide.

Et pourtant ce ne devait être qu'une question de deux ou trois jours, une semaine au maximum, l'opération de récupération devant être bouclée aux alentours du 30 août. Pas de quoi en tout cas s'agiter, comme ont pu le faire alors ces empêcheurs de polluer en rond que sont les membres de l'association écologiste Greenpeace, arrivés aussitôt sur les lieux dans leur bateau... si l'on en croit les premières déclarations officielles françaises.

Bien sûr, ce qui n'était au départ qu'un banal cargo de marchandises, au chargement mal connu et sans grand danger, a dû être reconnu pour ce qu'il était: un bateau transportant une matière radioactive sans que de plus amples précautions aient été prises.



A ce moment-là, fin août donc, la presse donnait quelques détails sur la réaction possible du produit contenu dans les fûts — cet hexafluorure d'uranium — avec l'eau de mer, en cas de fuite. Mais pour ajouter aussitôt, faisant chorus avec les porte-parole officiels français, que c'était peu probable, les fûts étant d'un acier de 16 millimètres d'épaisseur et pouvant résister à des chocs violents et des immersions prolongées...

Ensuite, après quelques tentatives infructueuses — le trou percé dans le bateau était trop petit — on en fait un plus gros, pour accélérer les choses. Pas de chance! Parfois, en mer du Nord, il y a de la tempête! Résultat: l'épave est coupée en deux et 30 fûts sont par 15 mètres de fond.

Mais est-ce si grave! Comme l'a dit catégoriquement le responsable du Commissariat français à l'énergie

atomique: « Si les fûts du *Mont-Louis* ont résisté dans la cale, il n'y a pas de raisons qu'ils ne résistent pas au fond ». Même si, dans son édition du 12 septembre. Le *Monde* explique que, malgré un petit échauffement possible provoqué par le contact de l'eau, échauffement qui somme toute serait bénéfique, puisqu'en augmentant la pression à l'intérieur du fût il empêcherait l'eau de s'infiltrer, le point faible pourrait bien être la valve.

Finalement les jours passent et les arguments plus ou moins scientifiques, se suivent, destinés à rassurer les populations, surtout celles directement concernées, d'ailleurs, de la côte belge. Mais que croire dans cette affaire puisque, comme d'habitude quand il y a des incidents du même genre, on commence par nous mentir avant de savoir ?

SAMUEL LATAN

## Le ministère... des licenciements

« Nouveau sujet de réflexion au ministère du Travail: comment faire pour éviter que l'administration ne consacre trop de temps au contrôle des demandes de licenciements qui, dans neuf cas sur dix, sont acceptées », révèle *Le Nouvel Economiste* du 10 septembre.

Cette nouvelle fera plaisir, sûrement, aux patrons qui se plaignent des lenteurs des procédures de licenciement économique. Peut-être aussi aux policiers chargés de la garde du ministère du Travail! Ceux-ci se plaignaient d'être souvent de faction, parce que les syndicats avaient pris l'habitude de venir faire manifester les futurs licenciés dont le dossier était à l'étude au ministère du Travail, pour « faire pression » sur celui-ci.

Quant aux travailleurs concernés par les licenciements, eh bien les patrons ont encore les mains un peu plus libres pour les licencier.

## Investissements en baisse, spéculation en hausse

Les grandes entreprises ne sont pas d'humeur à investir dans de nouvelles usines ou de nouvelles machines. En 1983, pour la troisième année consécutive, elles ont réduit les frais dans ce domaine: 3,5 % par rapport à l'année précédente.

En revanche, les jeux de hasard ont la cote parmi leurs dirigeants: leurs investissements « financiers » (Bourse, devises et spéculations diverses) ont augmenté de 30 %. Il faut croire que ça doit rapporter !

Tels sont les résultats d'une étude effectuée d'après les bilans annuels de 4200 entreprises industrielles, dont les plus importantes du pays. Des résultats qui viennent confirmer une réalité déjà bien connue: que les grandes entreprises veulent dégager le maximum de profits... un point c'est tout, et que la modernisation et les investissements, c'est bon pour la pub uniquement !

## Supercinq : hyperprofits

Grande opération commerciale chez Renault: la Supercinq, remplaçante de la R5, devrait être mise en vente dès le mois prochain. Grâce à elle, Renault compterait, paraît-il, non seulement damer le pion à sa concurrente directe, la 205 Peugeot, mais surtout reconquérir le marché intérieur des petites cylindrées, qui est actuellement largement entamé par un certain nombre de marques étrangères.

A entendre les louanges de la presse, on aurait pu s'attendre à du super-neuf. Mais en fait, ce sera du déjà vu, à l'extérieur comme à l'intérieur du capot. En revanche la nouvelle voiture sera réellement « super » sur un point: grâce à l'automatisation, il faudra, pour en produire une, à peine plus de la moitié du temps qu'il fallait pour produire une R5 !

Mais n'allez surtout pas espérer que Renault va pour autant faire des super-prix: la Supercinq ne sera pas moins chère que ses concurrentes...



## Renault Saint-Ouen

# Le travail du samedi... ça me dit rien !

A l'usine Renault de Saint-Ouen, la direction voudrait nous faire travailler 46 heures par semaine jusqu'en décembre, les heures supplémentaires étant récupérables en période creuse.

A Saint-Ouen nous fabriquons des outils de presse. Et depuis quelques années la direction a décidé de faire un véhicule par an, ce qui représente environ 1,5 million d'heures de travail pour fabriquer les outils de carrosserie. Or si, il y a quelques années, nous étions 700 dans l'entreprise, avec les différents départs FNE et les mutations intérieures nous ne sommes plus que 525. Et, à ce nombre, nous ne pouvons faire qu'environ 450.000 heures par an.

Dans la fabrication des outillages de presse, la charge de travail n'est pas constante toute l'année et, suivant les secteurs, il n'est pas rare d'être soit en surcharge soit en sous-charge pendant quelques semaines.

En ce moment et jusqu'en décembre 1984, à l'Ajustage nous sommes largement en surcharge, surcharge prévue depuis un an. Les délais de fabrication des outils sont de plus en plus réduits et les problèmes de surcharge et de sous-charge deviennent plus aigus. De plus, une version d'un véhicule a été annulée pour 1985, ce qui fait que le trou traditionnel a été augmenté.

La direction nous menace de chômage technique pour les mois d'avril à août mais, comme elle est composée de gens « responsables », elle a fait des propositions pour d'une part éponger la surcharge et d'autre part limiter les jours de chômage technique.

1) Pour les ajusteurs (le plus grand secteur) concerné par la surcharge : travail en équipe 2 x 8 et travail pendant sept samedis jusqu'au mois de décembre et, pour 40 % d'entre eux, travail en normale et quatorze samedis travaillés.

2) Pour les machinistes, qui eux sont déjà en équipe : ils travailleraient sept samedis quand ils sont du matin, de décembre à mars, quand il y aura surcharge dans leur secteur.

Tous ces samedis ne seraient pas payés, mais seraient des jours récupérables pendant la période de baisse de charge.

Ce n'est pas la première fois que la direction essaie de faire travailler les ajusteurs en équipe. Mais dans cette affaire elle profite d'une surcharge plus importante pour essayer de nous faire accepter de travailler quand il y a surcharge et nous envoyer à la pêche quand il y a sous-charge. C'est en fait la politique générale du patronat, annoncée par Gattaz, que la direction reprend à son compte : avoir les ouvriers à la botte ; quand il y a du travail, des semaines de 45 ou 50 heures ; quand il y a moins de travail, les travailleurs restent chez eux ; utilisation intensive des intérimaires ou des contrats à durée déterminée, accompagnée d'une diminution du nombre de travailleurs en fixe.

Pour réaliser cet objectif, la direction de Saint-Ouen a besoin de la signature des syndicats. Tous ont refusé de donner leur accord pour une telle manœuvre et ils ont demandé une réduction d'horaire et l'embauche de personnel. Seule la CGT propose des solutions dans ce cadre : les 2 x 7 ou les 4 x 6 sur cinq jours. Mais ces propositions ne font pas l'unanimité, loin s'en faut.

Les syndicats CGT, CFDT, FO et CGC ont organisé, dans le cadre des heures d'information syndicale, des réunions de tout le personnel. Dans ces réunions les discussions sont allées bon train :

« Le samedi, pas question ! A 500 on peut pas faire le travail de 700. Il faut embaucher du monde.

- Les horaires que propose la direction sont inacceptables : on va pas travailler 46 heures par semaine, alors qu'on réclame les 35 heures.

- Ils ont supprimé des pontiers. Résultat : on passe au moins deux heures par jour à attendre le pont. Qu'ils embauchent des gars, on ne serait pas obligés de venir le samedi.

- Ils veulent nous faire travailler le samedi au Perçage, alors qu'il y a une machine neuve qui depuis un an n'a pas fait un seul copeau, parce qu'il n'y a personne à mettre dessus. Même les chefs se mettent à faire les trous... Remarquez, cela ne leur fait pas de mal !

- Si on faisait les 2 x 7 avec une grosse prime

## DANS LES ENTREPRISES



d'équipe et de l'embauche, ils trouveraient des volontaires.

- Quand cela va bien, c'est pour eux : quand cela va mal, c'est pour nous. Et ils voudraient qu'on trouve une solution !

- Si on ne vient pas, que va-t-il se passer ?

- De toute façon, on ne peut pas faire confiance à la direction. Et même si on acceptait pour trois mois, le même problème se reproduirait pour chaque véhicule. »

Une chose est sûre : à Saint-Ouen, personne n'est prêt à venir travailler le samedi. Il y a un an, la direction voulait nous faire pas-

ser devant un psychologue pour savoir pourquoi on ne voulait pas faire équipe.

C'est elle qui devrait passer devant le psychologue. Elle comprendrait tout de suite pourquoi on ne veut pas de son horaire. On a le nôtre et on le garde... en attendant mieux : les 35 heures par exemple.

Corr LO

## CGCT - Paris 15ème

# Informatique en grève

Le service Informatique - nous sommes cinquante - s'est mis en grève depuis le 6 septembre, lorsque nous avons su quels étaient les huit d'entre nous qui allaient être licenciés. « Pas question de laisser tomber les copains » a été la réaction unanime. D'autant plus que les huit suppressions de postes à l'Informatique ne sont pas, loin de là, les seules projetées par la direction de la CGCT (entreprise nationalisée depuis 1982). Au total, elle prévoit 961 suppressions de postes d'ici la fin 1985 (dont 550 sur 1400 personnes rien que dans le XV<sup>e</sup>), dans le cadre d'un soi-disant plan de restructuration de l'entreprise.

La direction, depuis des mois maintenant, essaie d'habituer les travailleurs à l'idée des licenciements. Mais depuis des mois aussi, elle s'est bien gardée d'annoncer combien d'emplois allaient être supprimés, dans quels services, et surtout qui allait être licencié.

Elle continue à affirmer que nous serons tous reclassés. Pourtant, si c'était réellement le cas, si, comme nous le souhaitons tous bien sûr, la garantie de l'emploi était assurée, pourquoi ne dit-elle pas ce qu'elle prévoit, au lieu de lâcher

les informations au compte-gouttes ?

D'ailleurs, espérant bénéficier du fait qu'une bonne partie d'entre nous, sur l'ensemble de l'usine, était en vacances ou rentrait tout juste, elle avait avancé quelques pions dès cet été, en annonçant la dissolution de quelques petits services comme l'économe (un seul travailleur), le garage (4 emplois supprimés sur 4), l'imprimerie (2 emplois sur 2), etc. Le service numériquement le plus important à être touché a été l'Informatique.

Là, la quasi-totalité du service s'est mis en grève, élisant un comité de grève. Et le 7 septembre, nous nous sommes répandus dans toute l'usine pour essayer de faire débrayer les autres camarades.

Partis à une trentaine, nous nous sommes retrouvés une centaine à circuler de bureau en bureau pour appeler tout le monde à une assemblée générale et voir ce qu'on pouvait faire. Et c'est à trois cents que nous nous sommes retrouvés à cette assemblée où la grève fut votée pour tout l'après-midi. Cependant, à l'exception de quatre travailleurs du service financier, aucun autre service ne nous a rejoints dans la grève.

Beaucoup attendent plus de précisions sur les mesures prévues par la direction qui, elle, sentant le climat, a peur de les donner.

Pour le moment, on en est donc là. L'informatique reste en grève et pratiquement chaque jour, une assemblée réunit ceux de l'Informatique et à cent cinquante travailleurs d'autres secteurs, tandis que dans le reste de l'usine personne ne travaille beaucoup (ne serait-ce que parce que la paralysie de l'Informatique bloque le travail).

Pour le moment, à l'Informatique, si nous n'avons pas réussi à entraîner les autres travailleurs dans la grève, nous sentons bien qu'ils nous prêtent une oreille attentive car ils savent bien, et ils le disent dans toute l'usine, qu'à un moment où à un autre il faudrait bien s'y mettre tous...

De toute façon, notre grève de l'Informatique est la meilleure façon de montrer justement que... la grève est possible. Et surtout, c'est une réaction de dignité. Comme le disait l'un d'entre nous : « On ne laisse pas partir comme ça, simplement parce que le patron l'a décidé, des copains avec qui on a travaillé cinq ou dix ans ».

Correspondant LO.



CITROËN

## Amère rentrée

DANS  
LES ENTREPRISES

Chez Citroën, tant à l'usine d'Aulnay qu'à Saint-Ouen, les derniers vacanciers sont quasiment tous rentrés, mais le climat n'est pas davantage à la lutte que lors des premiers jours de la rentrée. On ne discute guère sur les chaînes, pas plus des licenciements que des grillages ou des contrôles mis en place à l'entrée par la direction. Le sentiment dominant est que la direction a réussi son sale coup, mais l'inquiétude l'emporte, car on sent bien qu'elle en prépare d'autres.

La production ne tourne qu'au ralenti. Avec 838 OS licenciés à Aulnay, 85 à Saint-Ouen, près d'un cinquième des effectifs en moins, on demande aux travailleurs de tenir deux, trois voire quatre postes. A Saint-Ouen, en plus du contrôle des pièces les contrôleurs doivent maintenant assurer le rangement de celles-ci. Bien sûr, ce n'est pas possible de tenir plusieurs postes en même temps et le rythme n'est plus le même.

Alors, pendant que certains postes ont été brutalement surchargés, pour d'autres la cadence est très au ralenti. Au Ferrage à Aulnay, dans un atelier où les OS fabriquaient 145 voitu-

res par équipe, il en sort 80 actuellement. Et encore certaines équipes connaissent elles toujours le chômage technique un jour sur deux.

Bien que tout le personnel soit rentré, il y a toujours des chefs et des professionnels à la chaîne. A Saint-Ouen c'est systématique ; la direction a établi un roulement où tous les professionnels passent aux presses. A Aulnay, des chefs d'équipe qui ont vu leur équipe fondre, avec les licenciements, se baladent toute la journée les mains dans les poches sans travail.

Chez les professionnels, les techniciens et dans la petite maîtrise, parmi ceux qui se considéraient jusque-là comme des privilégiés et dont beaucoup avaient dans les conflits précédents choisi ouvertement le camp du patron contre les OS, l'inquiétude l'emporte. Certains chefs d'équipe avouent que, si certains ateliers à Aulnay passent en travail normal, il va y avoir des coupes sombres dans la maîtrise et chez les professionnels aussi. Il n'y a que les employés, relativement nombreux à l'usine de Saint-Ouen, que le chô-

mage technique n'a encore jamais touchés. Mais la direction aujourd'hui leur demande de payer cette « faveur » qu'ils ont eue de ne jamais chômer (c'est-à-dire d'avoir eu des paies complètes l'an passé) en assurant la garde des portes de l'usine. Et pour certains, ça commence à bien faire.

La direction, elle, a fini par retirer ses chicanes et ses grillages, mais pour les remplacer par des tourniquets à l'usine d'Aulnay ! Et les contrôles demeurent, toujours aussi tatillons.

Dans ce climat, les militants de la CGT tentent d'organiser des ripostes comme ils peuvent. Mais centralement la CGT ne semble pas souhaiter réunir les licenciés en même temps que ceux qui sont toujours au travail. Elle ne l'a du moins pas réellement tenté. D'un côté elle a réuni à plusieurs reprises les licenciés. Ils étaient encore 200 la semaine passée à répondre à l'appel, et elle les appelle à manifester le jeudi 13 devant le ministère du Travail, le jour où Sainjon, le secrétaire de la métallurgie CGT, doit y être reçu.

les « grilles » et les méthodes du patron de Citroën. Mercredi 12 septembre, ses militants sont venus des autres usines pour démonter eux-mêmes ces fameuses grilles. Ce sont des gestes. Mais en réalité ce n'est pas cela la véritable solidarité de la classe ouvrière, ou du moins celle qui lui permettrait de se sentir plus forte et de riposter.

Appeler la population à compatir sur le sort des ouvriers victimes d'un « mauvais patron », ou les militants à dénoncer voire même à supprimer spectaculairement les chaînes et les grillages dont le patron veut entourer son usine, ce n'est pas cela faire appel à la force et à la solidarité des autres travailleurs. Krasucki dans son discours de rentrée a bien dit qu'à deux millions dans la rue on pourrait faire reculer patronat et gouvernement. Et c'est vrai qu'il n'y a pas que chez Citroën, mais que c'est dans tout le pays que les patrons s'attaquent aux travailleurs ou se préparent à le faire. Mais pour l'instant le discours de Krasucki est resté sans lendemain, et les militants en sont réduits à réagir comme ils peuvent.

Par contre la veille elle ne les a pas appelés à venir participer à la manifestation qu'elle organisait sur le parking de l'usine d'Aulnay, où elle avait convié les militants de la Seine-Saint-Denis. A croire qu'elle estimait que cela ne les concerne pas. Les manifestants, venus à deux cents environ, ont démonté les tourniquets mis en place le matin même par la direction et ont accueilli les ouvriers du matin qui sont sortis tous ensemble en manifestant aux cris de « Non aux licenciements ». Ce genre de manifestation, même si elle a entraîné quelques militants, n'est qu'un succédané de lutte. Des militants, assez amers, se tournent vers les dirigeants du syndicat et demandent : « Qu'est-ce qu'on fait chez Renault ? Et ailleurs ? » Et c'est bien là tout le problème.

La direction de la CGT se félicite « d'actions » comme celle qui consiste à avoir obtenu quelques milliers de signatures à la fête de L'Humanité pour dénoncer

### La 3ème équipe

Depuis que la direction a licencié des travailleurs, une troisième équipe a été formée. Composée de chefs et de quelques employés, la troisième équipe est surtout remarquable parce qu'elle ne produit rien.

Son travail consiste à contrôler les douches et les vestiaires après le départ des ouvriers et à contrôler les portes.

De quoi ont-ils peur ?

### Cinéma de minuit

Les quelques « loubards », essentiellement des chefs, qui montent la garde dans l'usine la nuit, avaient le matin les traits tirés.

Evidemment, leur principale activité nocturne est de regar-

der des films porno à la télé.

Pas étonnant qu'ils fassent bande à part.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière - Citroën Saint-Ouen Les Epinettes (Seine-Saint-Denis).

### Il ne faut pas trop leur en demander

Depuis la rentrée, la porte de la rue Farcot est fermée. A Saint-Ouen-Gare tout le monde rentre donc par la grande porte.

La direction doit estimer que ses gardes-chiourme ne sont pas capables de surveiller deux portes à la fois.

C'est vrai qu'il y a des gens à qui on ne peut pas demander de faire des choses trop compliquées... Ils n'y arriveraient pas.

## Bordeaux Bassens

### Les marins du « NÉFÉLI » :

## On prend les sous, on rend le sucre

Les marins du *Nefeli*, qui occupaient leur bateau dans le port de Bordeaux Bassens, viennent de gagner dans le conflit qui les opposait à l'armateur Andriopoulos et à la banque américaine Allied Bank. Pour obtenir le paiement de leurs sept mois de salaire impayés, ils empêchaient le déchargement de 3500 tonnes de sucre contenues dans les cales du bateau.

Ils avaient en effet de quoi être en colère, tant les conditions de vie et de travail étaient lamentables sur un bateau qui n'a pas été entretenu depuis 5 ans. D'ailleurs le *Nefeli* a été immobilisé il y a 6 mois au Havre par les Affaires Maritimes à cause de son mauvais état. Les marins gagnent entre 5.000 et 10.000 francs par mois, pour 340 heures de travail. D'autre part certains d'entre eux auraient versé des sommes de 10.000 à 20.000 francs pour se faire embaucher.

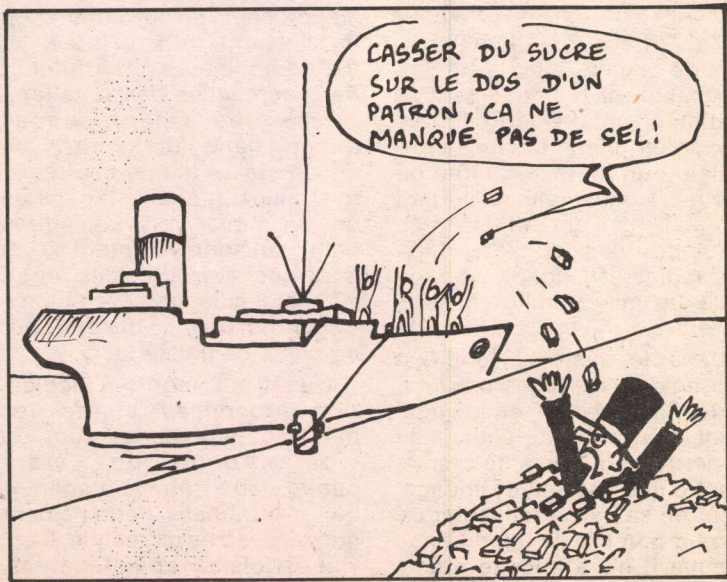
Depuis le début du conflit (le 14 mai), c'est la CFDT qui dirige les négociations entre les marins d'une part et de l'autre Andriopoulos (il a aujourd'hui mystérieuse-

ment disparu), la banque newyorkaise qui a aujourd'hui hypothéqué le bateau (l'armateur ayant contracté un emprunt auprès d'elle), enfin Béghin-Say à qui est destiné le sucre. Ce sucre a été l'atout maître des marins, leur unique moyen de pression sur la raffinerie. Mais c'est aussi leur détermination à lutter jusqu'au bout et leur acharnement qui leur a permis de gagner.

Le mercredi 7 septembre la société Béghin-Say faisait savoir qu'elle acceptait

d'avancer la totalité des salaires, plus les frais de rapatriement (les marins retournent chez eux). Le sucre est donc déchargé depuis le lundi 12 à Bordeaux. Il prendra ensuite le chemin de Nantes, car Béghin-Say a fermé ses portes à Bordeaux, licenciant 120 travailleurs. Les marins ont d'ores et déjà reçu leur chèque et vont fêter cette victoire en fin de semaine avec tous ceux qui ont été solidaires d'eux dans ce conflit.

Correspondant LO



## ECHOS DES ENTREPRISES

### Aide à la réduction des salaires

Ceux qui ne travaillent pas en équipe quittent maintenant l'usine entre 12 h. 30 et 13 h. 30 le vendredi. Ça fait une journée de travail plus courte et personne ne s'en plaindrait, si ce n'était pas un moyen supplémentaire de nous amputer notre pouvoir d'achat (presque 100 F de perte par mois pour une paye d'OS).

La SEV, quant à elle, touche plus en subventions du gouvernement que les 50 % du salaire qu'elle nous paye. Il s'agit soi-disant d'une aide à l'emploi et à la modernisation !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SEV-Marchal Issy-les-Moulineaux (92).

### Prudence diététique

Un sondage a été fait fin août, auprès des usagers de la cantine. Il doit servir à la rédaction d'un mémoire pour la faculté de médecine.

L'auteur de ce mémoire devait bien connaître son sujet : il a eu la prudence de préférer faire un sondage, plutôt que de goûter lui-même la cuisine de la Sodexho.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson-CSF Bagneux (92).



# Combativité des mineurs et renoncement des syndicats

Pour la première fois depuis le début de la grève des mineurs, la direction des Charbonnages et Arthur Scargill, le leader du syndicat des mineurs, estiment « positives » les nouvelles négociations qui se sont ouvertes au lendemain du congrès des Trade Unions.

On ignore encore tout des raisons de ce nouveau langage, qui tranche singulièrement avec les invectives qui étaient de règle jusqu'à présent, car rien n'a transpiré de ce qui s'est discuté au cours de ces négociations qui, comme les précédentes, restent secrètes même pour les mineurs eux-mêmes.

Ce que l'on a vu, en revanche, c'est le changement d'attitude de Scargill lors du congrès des Trade Unions où, après avoir multiplié les déclarations va-t-en guerre au cours des jours précédents, vitupérant les réticences et l'hostilité de certains dirigeants syndicaux vis-à-vis des mineurs en grève, il s'est platement rallié sans la moindre protestation à une motion de soutien aux mineurs qui ressemblait surtout à une condamnation des piquets de grève.

Ce que l'on a vu aussi, dans le même temps, ce sont les renoncements d'un certain nombre de syndicats à mener les luttes qu'ils avaient eux-mêmes annoncées à grand bruit. Celui du syndicat des transports, qui a renoncé à appeler les chauffeurs de camions à soutenir la grève des dockers, comme il en avait menacé le gouvernement. Celui des syndicats de cheminots, qui viennent d'annuler deux mouvements prévus de longue date, sans avoir obtenu de concessions sur leur revendication essentielle, les suppressions d'emplois. Celui enfin des syndicats regroupant les 500.000 employés de la fonction publique, qui, malgré leurs menaces de grève antérieures, viennent de signer piteusement un accord prévoyant 4,55 % d'augmentation pour l'année.

Tout se passe comme si ces retournements n'étaient que le prolongement de la volonté manifestée par les dirigeants syndicaux comme par les dirigeants travaillistes, lors du dernier congrès du TUC, d'apparaître comme des dirigeants responsables, capables si nécessaire de faire passer les intérêts des capitalistes anglais — c'est-à-dire la paix sociale — avant ceux des mineurs ou de toute autre fraction de la classe ouvrière susceptible de se mettre en lutte.

Les négociations en cours vont-elles aboutir à un renoncement de plus, cette fois-ci de la part de Scargill ? Nul ne peut savoir, mais ce n'est pas une hypothèse à exclure. Car ce n'est pas parce qu'il a choisi de prendre la tête d'une grève de grande ampleur, d'un mouvement profond et dur, que Scargill a cessé d'être ce qu'il a toujours été, c'est-à-dire un dirigeant réformiste, qui se sent responsable de ses gestes vis-à-vis de ses pairs, vis-à-vis de la bourgeoisie aussi, dans la mesure où il reste respectueux du système capitaliste, mais certainement pas vis-à-vis de la classe ouvrière.

Il reste que Scargill n'a pas les mains aussi libres que les autres bureaucrates du TUC. On ne fait pas reprendre le travail à 130.000 grévistes, qui ont six mois d'une grève dure et violente derrière eux, comme on annule une journée de grève.

Et cela peut donner un délai aux grévistes. Mais, face à des dirigeants comme Scargill, leur meilleur et leur unique atout, c'est la volonté de combattre dont ils ont donné la preuve depuis six mois, et leur volonté d'aller jusqu'au bout de leur lutte.

François ROULEAU



Le leader du syndicat des mineurs, Arthur Scargill, rejoint un piquet de grève encerclé par les policiers. (photo AFP).



## Les syndicats de cheminots capitulent sans livrer bataille

Depuis des semaines, des mouvements étaient prévus pour le mois de septembre dans les transports britanniques, contre 18.000 suppressions d'emplois annoncées dans les chemins de fer pour les années à venir et contre 6.000 suppressions d'emplois qui menacent les transports londoniens d'ici 1987.

Ainsi, les deux syndicats de cheminots, le NUR et l'ASLEF, avaient-ils appelé les cheminots à la stricte observance du code de sécurité à compter du 8 septembre. Compte tenu des compressions d'effectifs importantes réalisées par les chemins de fer, aussi bien parmi le personnel d'entretien que parmi le personnel d'accompagnement, cela laissait prévoir de fortes perturbations du trafic. D'autre part,

une journée nationale de grève était prévue pour le 12 septembre, à laquelle les conducteurs des métros et des bus londoniens avaient décidé de s'associer.

En fin de compte, ni la grève de la sécurité, ni la grève nationale du 12 septembre n'auront eu lieu. Au dernier moment, les dirigeants syndicaux ont en effet décommandé l'un et l'autre mouvement, sans même un semblant de consultation des travailleurs.

Pour justifier leur renoncement, les dirigeants syndicaux arguent de l'importance des concessions qu'a faites le gouvernement à l'issue de négociations de dernière heure. Ainsi les chemins de fer ont-ils proposé une augmenta-

tion rétroactive des primes de licenciement, en particulier en peu d'ancienneté, et la création de... 500 emplois hors chemins de fer, aux fins de reclassement. Quant aux transports londoniens, ils se seraient engagés à geler toute suppression d'emploi pour les six mois à venir.

Ces concessions du gouvernement sont certes une nouveauté, surtout dans les transports, où Margaret Thatcher s'est toujours montrée particulièrement intraitable. Et visiblement les bureaucrates syndicaux ont sauté sur cette occasion unique de renoncer au combat sans avoir l'air de perdre la face. Mais la satisfaction qu'ils affichent ne peut suffire à cacher qu'il s'agit bel et bien d'une capitulation !

## Quand les juges ressortent des lois du 19ème siècle aux mineurs

Pour régler le sort des milliers de mineurs qui ont été arrêtés depuis six mois sur les piquets de grève, les juges de Sa Majesté ont eu recours à bien des contorsions juridiques, et tout particulièrement pour essayer de leur interdire de retourner sur les piquets.

Mais comme il n'était guère réalisable, ni politiquement ni pratiquement, de mettre tout le monde en prison (comme l'ont réclamé un certain nombre de députés conservateurs un peu excités), ils ont utilisé une méthode plus discrète, bien que moins efficace il est vrai : celle des mises en liberté sous condition.

Dans le système juridique britannique, les juges peuvent, entre l'inculpation et le jugement d'un prévenu, choisir de le mettre en liberté après versement d'une caution et engagement de sa part à respecter un certain nombre de conditions : comme il n'y a aucune procé-

dure d'appel possible, les prévenus n'ont que le choix entre accepter ces conditions ou se retrouver en prison.

C'est ainsi que des juges ont intimé l'ordre à la plupart des mineurs inculpés de ne plus s'approcher devant la mine où ils avaient été arrêtés. A d'autres mineurs, on a interdit de s'approcher de toute propriété des Charbonnages située dans le comté, ou encore de se rendre pour quelque raison que ce soit dans un bassin minier voisin. D'autres enfin se sont vu interdire de sortir de leur domicile entre 20 h. et 8 h. le matin, avec obligation de pointer chaque jour au poste de police local.

Quant aux motifs d'inculpation prononcés contre les mineurs, la majorité sont du type « trouble de l'ordre public » ou « entrave à agent », qui n'entraînent normalement que des peines d'amende, il est vrai parfois assez importantes.

Mais plusieurs centaines de mineurs ont été néanmoins inculpés de « coups et blessures », « bris de propriété » ou de « port d'arme », motifs qui sont couramment assortis de peines de prison. Les juges ont même ressorti de leurs tiroirs une loi de... 1875, la loi contre les conspirations et pour la protection de la propriété. Depuis la Première Guerre mondiale, cette loi n'avait été invoquée qu'une seule fois. Mais, depuis six mois que dure le mouvement, les juges s'en sont servis pas moins de... 76 fois pour inculper des mineurs au titre de l'article 7 de cette loi, c'est-à-dire pour « conspiration en vue de porter atteinte à l'intégrité d'une propriété publique »...

Comme le proclamait Leon Brittan, ministre de l'Intérieur, le 11 septembre, « les tribunaux de ce pays sont totalement indépendants du gouvernement »...



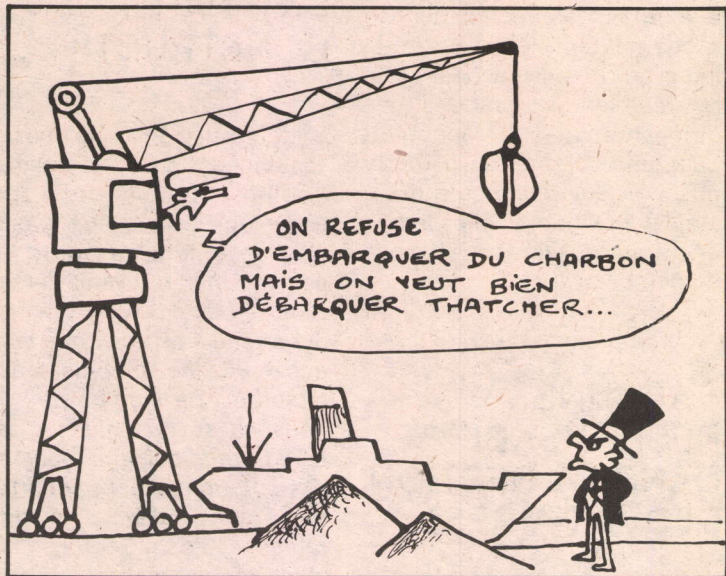
## □ Les dockers toujours aux côtés des mineurs

Cela fait maintenant presque trois semaines qu'a éclaté la grève des dockers britanniques, en riposte à une tentative du gouvernement de briser le blocus partiel du charbon imposé par les dockers au complexe sidérurgique de Ravenscraig en Ecosse, pour soutenir la grève des mineurs.

Après une période incertaine, au cours de laquelle plusieurs ports ont participé quelques jours au mouvement avant de reprendre définitivement le travail, le nombre des grévistes semble s'être maintenant stabilisé autour de 9.000. L'écrasante majorité faisant partie des 13.500 dockers qui bénéficient de la garantie de l'emploi prévue par le Code National des Docks, tandis que, à quelques centaines près, les 21.000 dockers qui ne bénéficient pas de cette garantie ne sont pas en grève.

Il reste que, depuis les premiers jours, à deux exceptions près, tous les grands ports britanniques sont paralysés par le mouvement. Et la grève est totale dans trois régions : l'Ecosse, le pays de Galles et le Merseyside (zone portuaire de Liverpool).

Bien sûr, les grévistes ne paralysent pas tout le commerce maritime. C'est surtout le commerce intercontinental qui est affecté. Au point que, plutôt que d'attendre la fin du conflit, des exportateurs vers l'Extrême-Orient ont dû, moyennant une augmentation (disent-ils) de 20 % de leurs frais de transport, embarquer d'abord leurs marchandises sur des ferries à destination de ports français ou hollan-



dais, pour pouvoir les faire partir ensuite sur des cargos à destination de l'Asie... Mais si la grève ne gêne pas encore vraiment l'industrie britannique, le patronat commence quand même à s'inquiéter des risques d'asphyxie qui pèsent sur les ports qui ne sont pas en grève.

Pour l'instant, le leader du syndicat de dockers, John Connolly, affirme que la grève continuera tant que le trust nationalisé de l'acier, BSC, ne sera pas engagé une fois pour toutes à respecter un blocus partiel des approvisionnements en charbon et en minerai de toutes ses aciéries. Mais même si BSC prenait un tel engagement (et il l'avait d'ailleurs déjà fait il y a quelques mois, justement à Ravenscraig), il est probable qu'il profiterait de la première

occasion pour le rompre.

Cela, les dirigeants syndicaux comme Connolly le savent bien. Ils savent bien que ce sont là de faux objectifs, ou tout au plus des objectifs secondaires. Comme Scargill, le leader du syndicat des mineurs, Connolly se plaint du fait que la grève n'est pas totale et il se dépense en invectives contre les non-grévistes. Mais quand 130.000 mineurs en grève bloquent les trois quarts des mines du pays, quand 9.000 dockers en grève paralysent près des deux tiers du commerce maritime avec l'étranger, ne peuvent-ils pas se battre ensemble, au coude à coude. Partager et défendre en commun leurs revendications, au lieu de rester isolés, les uns devant leur mine et les autres devant leurs docks ?

## 27 morts dans un hôpital anglais :

## L'austérité a tué

Vingt-sept morts : tel est le bilan d'une épidémie qui a éclaté à la fin août dans l'hôpital psychiatrique et gériatrique de Wakefield en Grande-Bretagne. A l'origine de cette épidémie qui a atteint 360 malades et une cinquantaine de membres du personnel, une bactérie de la famille des salmonelles, qui aurait été absorbée par les malades dans de la viande de bœuf.

Mais la fatalité n'est sans doute pas pour grand-chose dans ce drame. Car l'hôpital de Wakefield, comme tous les hôpitaux britanniques, a connu ces dernières années des réductions drastiques en crédits et en personnel. Aujourd'hui, les experts chargés de l'enquête reconnaissent que la vétusté des cuisines de l'hôpital est telle qu'il est à peu près impossible d'y garantir les conditions d'hygiène nécessaires. Quant au personnel, il est tellement réduit qu'il est pratiquement hors de question de placer en isolement les malades atteints de maladies contagieuses. Ce serait d'ailleurs là la cause principale de l'ampleur des ravages causés par la bactérie, qui se serait répandue par contagion dans tout l'hôpital longtemps après qu'a été consommée la viande contaminée.

Et le pire, c'est que ce type d'épidémie n'est pas une nouveauté à Wakefield, puisqu'en 1979 une épidémie similaire avait pu être



enrayée de justesse avant d'avoir fait des victimes.

Après une fermeture partielle de quelques jours, l'hôpital a quand même dû reprendre son fonctionnement normal : il était impossible d'évacuer les patients, pour la plupart des personnes âgées, vers un autre hôpital.

Quant au gouvernement Thatcher, il n'a pas vu là de raison suffisante pour mettre un frein aux réductions budgétaires : à Wakefield, il n'y aura ni embauche de personnel, ni crédits supplémentaires !

## IRAN

## Le régime de Khomeiny contre les Kurdes

### (Communiqué)

Le « Comité de solidarité avec les luttes du peuple Kurde d'Iran contre la déportation » nous a fait parvenir un communiqué dont nous extrayons les passages suivants :

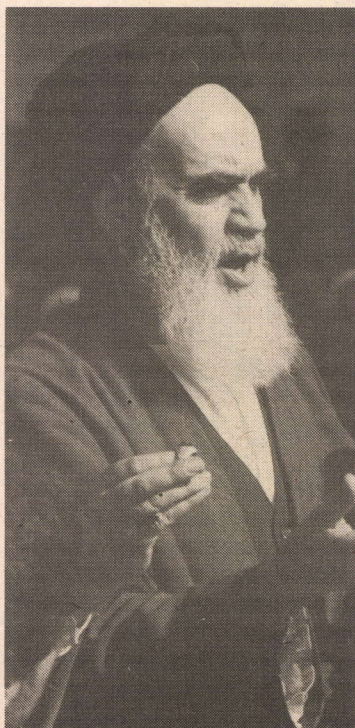
« Plus de cinq ans se sont écoulés depuis l'instauration du régime inhumain au pouvoir en Iran. Répression ouverte contre les ouvriers, les paysans et les masses laborieuses, 120.000 prisonniers politiques, 40.000 exécutions capitales, tortures dans les prisons, répression sauvage des minorités nationales, massacre des enfants et des jeunes à l'abattoir de la guerre réactionnaire Iran-Irak, des millions de réfugiés de guerre, destruction de villes et de villages, bafouement des droits les plus élémentaires des femmes, répression de la pensée, de l'art et de la culture progressistes, etc.,

tels sont les « acquis » de ce régime réactionnaire.

En particulier, l'oppression que subit depuis longtemps le peuple kurde montre de la manière la plus flagrante et la plus violente la politique rétrograde et inhumaine du régime. Le régime au pouvoir en Iran veut forcer à la résignation ce peuple héroïque, et ce, par la destruction des villes et des campagnes du Kurdistan et des massacres féroces. Pour cela, il n'hésite pas à donner chaque jour de plus amples proportions à ses crimes. Il utilise toutes les méthodes possibles et imaginables pour réprimer les luttes du peuple kurde : le blocus économique, l'occupation militaire, le bombardement des villes et des villages, etc. A présent, ce régime a mis à l'ordre du jour le projet criminel de la déportation.

Selon les informations qui

nous sont parvenues, les forces militaires du régime, l'armée régulière, l'armée des gardiens de la révolution (Pasdaran), etc., ont menacé les habitants d'une vaste région du Kurdistan de les contraindre à la déportation. Cette région comprend les localités d'Alan, de Gourak et de Souyssanayeti, qui dépendent de la province de Sardash, et englobe entre 66 et 100 villages, soit environ 2.000 familles, c'est-à-dire près de 15.000 personnes (chiffres tirés des statistiques données par les principales forces combattantes du Kurdistan). Ainsi, à l'approche de l'automne et donc du froid, et à la saison des labours, les habitants de ces régions sont-ils contraints d'abandonner leurs foyers, leurs champs, leur bétail et tous leurs biens et d'errer dans la misère et la famine.



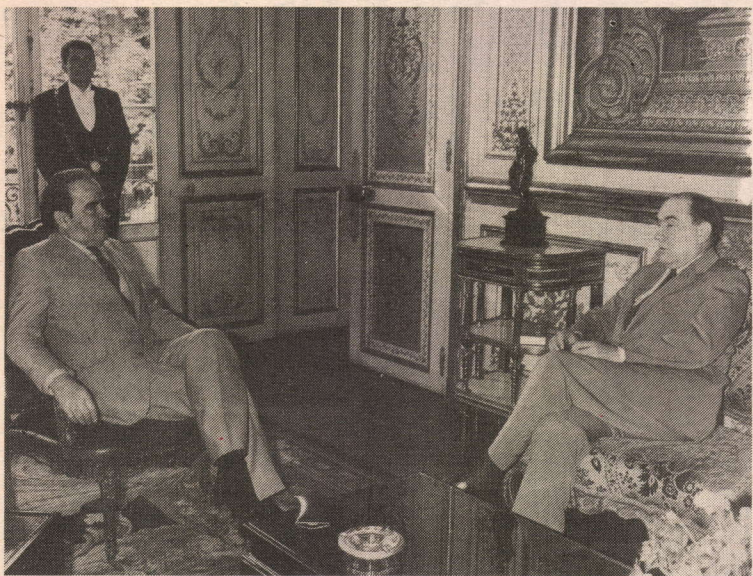
Voilà pourquoi le « Comité de solidarité avec les luttes du peuple kurde contre la déportation » a été formé par diverses organisations et s'est fixé comme tâche de dénoncer ce projet criminel et d'attirer la solidarité avec les luttes du peuple du Kurdistan d'Iran contre ce projet.

C'est la raison pour laquelle nous demandons à l'opinion publique, aux personnalités, aux associations de défense des droits de l'homme et aux organisations progressistes et démocratiques d'exprimer leurs protestations pour empêcher la réalisation de ce projet inhumain par tous les moyens »

Le « Comité de solidarité avec les luttes du peuple Kurde d'Iran contre la déportation » appelle à une manifestation le 14 septembre à 14 heures, place de la République à Paris.



# Après sa sortie du gouvernement, le



• En avant toute pour le Programme commun en 1974...



• Pour la première fois depuis 1947, 4 ministres communistes au gouvernement.



• Le PCF hors du gouvernement Mitterrand... mais sans autre perspective politique.

Après sa sortie du gouvernement, quelle politique propose aujourd'hui la direction du PCF à ses militants et aux travailleurs qui le suivent ? En cette rentrée, les déclarations des dirigeants du PCF apportent quelques réponses à cette question que chacun se pose. Mais pour l'instant, elles témoignent surtout de leur absence de perspectives.

## « AUCUNE RESPONSABILITE DANS LA GESTION DES AFFAIRES »

Lors du vote de confiance au gouvernement Fabius, au mois de juillet, les députés du PCF s'étaient abstenus, tout en précisant que leur vote n'était « pas négatif » à l'égard du gouvernement. Le 26 août encore, Pierre Juquin avait déclaré qu'il ne voyait pas que le PCF puisse être « ailleurs que dans la majorité ». En ce début septembre, le ton a changé. C'est d'abord Roland Leroy qui, commentant les déclarations du Premier ministre Fabius à l'émission « L'heure de vérité », a précisé : « Nous ne sommes plus dans la majorité depuis le gouvernement ». C'est ensuite Georges Marchais qui a déclaré samedi 8 septembre, jour de la fête de *L'Humanité* : « Nous ne participons pas au gouvernement et, par conséquent, nous ne portons aucune responsabilité dans la gestion des affaires du pays ».

Face à la classe ouvrière, face à ses propres militants, la direction du PCF ne veut plus être tenue pour responsable de la politique impopulaire du gouvernement de gauche. C'est évidemment ce souci qui était, avant tout, à la source de la décision du PCF, au mois de juillet, de ne pas reconduire sa participation gouvernementale. La politique anti-ouvrière du gouvernement, le soutien que lui apportait la direction du PCF, engendraient le trouble et la désillusion chez bon nombre de militants communistes et en même temps la désaffection d'une bonne partie de son électorat, encore confirmée de façon spectaculaire par le résultat des élections européennes du mois de juin. En quittant le gouvernement, la direction du PCF a donné satisfaction à cette fraction des militants qui ne comprenaient plus au nom de quoi un parti dit ouvrier aurait dû continuer à soutenir cette politique simplement pour y gagner quelques postes de ministres. Et, en cette rentrée où l'orientation anti-ouvrière du gouvernement Fabius s'affirme, Marchais et Leroy tiennent à confirmer ce choix.

## ...MAIS RESTER UN « PARTI CONSTRUCTIF »...

Mais au même moment, ils veulent continuer à se conduire en dirigeants d'un parti responsable qui, pour n'être pas au gouvernement aujourd'hui, pourrait bien y revenir demain. C'est Roland Leroy lui-même qui a tenu à affirmer que le fait que le PCF ne soit plus dans la majorité « ne signifie pas que nous ne soyons pas un parti constructif, qui agit pour que des solutions soient apportées aux vrais problèmes de notre temps ». C'est Georges Marchais qui a répété que, « au Parlement, le groupe communiste fera des propositions constructives pour aller de l'avant ».

Ces déclarations répondent sans doute, d'abord, à un souci de compromis au sein même de la direction du PC. Le choix fait au mois de juillet n'était pas unanime et il avait semblé-t-il donné lieu à des débats houleux au sein du Comité central du parti. Une partie de celui-ci estimait nécessaire d'aller jusqu'au bout de l'expérience gouvernementale, de cette démonstration que le PCF était un parti de gouvernement, un parti responsable devant la bourgeoisie et prêt à défendre les intérêts de celle-ci, même s'il devait y sacrifier toute son influence sur la classe ouvrière. Et les mêmes pensent sans doute que, aujourd'hui où le PCF n'est plus au gouvernement, il doit néanmoins conserver cette attitude responsable, se considérer comme « dans la majorité », ne pas être dans une opposition stérile, mais au contraire « mettre en harmonie avec les exigences de la modernité son projet, son fonctionnement et son comportement », comme l'a déclaré Pierre Juquin qui apparaît depuis un certain temps comme un des chefs de file des « participationnistes », comme un des ces « rénovateurs modernes » auxquels a fait allusion Roland Leroy dans son discours à la fête de *L'Humanité*.

Mais de toute façon, ce souci est partagé aussi par les autres dirigeants du PCF, même si c'est à un autre degré et pas dans les mêmes termes. Au moment même où le parti affirme son opposition à la politique gouvernementale, déclare qu'il « ne porte aucune responsabilité » dans celle-ci, pour mettre plus à l'aise ses militants, Roland Leroy tout comme Marchais tiennent à préserver cette image de parti responsable, de parti qui fait « des propositions constructives ».

## ...ET PARTISAN DE « L'UNION » !

Plus même, les dirigeants du PCF se réaffirment des partisans de « l'union ». « Plus que jamais, a dit Roland Leroy à la fête de *L'Humanité*, nous ne pensons pas que nous pouvons seuls régler les problèmes du pays (...) Nous voulons réussir, nous ne voulons pas réussir seuls et nous savons que nous ne pouvons pas réussir seuls. (...) Communistes, socialistes, (...) nous pouvons, en nous rassemblant, constituer une grande force d'union pour avancer vers la solution des problèmes du pays, recréer le grand élan unitaire qui a permis de battre la droite en 1981 ».

En fait, la direction du PCF cherche ainsi à ne pas couper les ponts avec le PS lui-même. Elle veut laisser ouverte la possibilité d'une alliance électorale, voire d'une nouvelle collaboration gouvernementale. Elle cherche à rappeler que son appoint peut être indispensable au PS pour « battre la droite » aux prochaines élections législatives.

Le PCF vient de faire un pas en arrière en sortant du gouvernement. Mais il veut assurer au PS que cela ne contredit pas sa perspective fondamentale, de parti de gouvernement, qui peut être un appoint indispensable au Parti Socialiste pour gouverner.

Alors, le PCF est-il encore, ou n'est-il plus dans la majorité ? « L'union » existe-t-elle encore entre le PC et le PS ? Est-elle morte ou en voie d'être ressuscitée ? La question en fait reste ouverte, et les dirigeants du PC n'y répondent que par bribes. Ils voudraient bien pouvoir rester hors du gouvernement, s'en démarquer, essayer de regagner ainsi un peu du crédit perdu, tout en sauvegardant les possibilités d'alliance avec le PS.

Mais est-ce que cela sera possible ? Cela dépend aussi du PS lui-même. Et pour le moment, celui-ci ne se presse pas de répondre à ces offres d'« union » sur de nouvelles bases. Le report, par le PS, de la réunion prévue avec le PC concernant les prochaines élections cantonales, tend à le montrer. Et cela fait planer une inconnue de taille sur la politique que pourra mener le PC dans la période à venir.

## LA QUADRATURE DU CERCLE

Il est vrai que, de toute façon, tout cela revient de la part des dirigeants du PCF à dire clairement qu'ils n'ont pas de politique de rechange autre que celle qu'ils viennent de mener et qui a apporté les résultats que l'on sait. Le PCF a, pendant des années, mené la



politique « d'union », en proclamant que le « changement » viendrait de sa participation au gouvernement. Il a participé au gouvernement, apporté son soutien à une politique anti-ouvrière, y a usé son influence, a dû dresser un constat d'échec. La direction parle aujourd'hui du « débat » à engager sur cette politique, mais au fond elle le clôt d'avance puisqu'elle ne propose aujourd'hui rien d'autre que ... de recommencer !

Il n'est pas dit que cette perspective suffise à satisfaire les militants, nombreux, qui justement se sont indignés de cette politique. Et cela ne satisfera sans doute pas non plus ceux qui étaient partisans de la poursuite de l'expérience gouvernementale, pour qui le meilleur moyen d'aller au gouvernement et de poursuivre « l'union » avec le PS était justement... de rester dans le gouvernement Fabius !

C'est pourquoi sans doute le premier problème des dirigeants du PC est aujourd'hui de régler leurs problèmes internes, de redonner confiance à leurs militants et de souder la direction autour d'une politique qui ait une apparence de cohérence et de crédibilité. Ils répondent à cela, aujourd'hui, en parlant du « grand débat » qui doit s'engager dans les rangs du parti. Mais, plus que d'un véritable débat, il s'agit sans doute d'abord pour eux de redonner un visage uni à la direction, des « rénovateurs » aux « conservateurs ».

Roland Leroy a répondu implicitement au « rénovateur » Juquin, en affirmant que « les conservateurs ringards » prennent leur part, comme tous les autres communistes, à la vie et aux initiatives novatrices du Parti Communiste. (...) Les « modernes » prendront leur part, comme tous les autres communistes, à la défense du parti révolutionnaire et au resserrement de ses liens avec la classe ouvrière ». Réconcilier les « conservateurs ringards » et les « rénovateurs modernes » à l'intérieur du parti sera peut-être possible, car au fond rien d'essentiel ne les sépare.

Mais mener une politique « d'union » alors qu'on vient de la rompre, « ressermer les liens avec la classe ouvrière » tout en menant une politique « moderne », autrement dit une politique de parti de gouvernement c'est autant de choses hautement contradictoires, dont la conciliation s'apparente à la quadrature du cercle. C'est bien pourquoi la politique affirmée par les dirigeants du PC risque de connaître encore bien des retournements, et en tout cas de répondre bien mal aux interrogations nombreuses que la période récente a fait naître chez les militants du parti.

## Fête de L'Humanité :

### une vaste force militante placée dans l'impasse politique

Après la nouvelle chute électorale subie par le Parti Communiste Français aux dernières élections européennes, après sa sortie du gouvernement au mois de juillet, la fête de L'Humanité de ce mois de septembre 1984 prenait valeur de test. Allait-elle témoigner à son tour de l'affaiblissement du PCF ? Pour nombre de journalistes, de Libération au Monde, elle n'aura été qu'une fête « apolitique » traduisant le « marasme » du PCF.

Le Monde a ainsi pu relever que L'Humanité a annoncé le chiffre de 574 561 vignettes d'entrée vendues cette année, contre 624 213 l'an dernier. Il a même évoqué le « public réduit » qui assistait au meeting traditionnel du dimanche après-midi avec Roland Leroy.

Il est possible, et même probable, que la fête de L'Humanité ait connu cette année une petite diminution de son affluence. Les chiffres avancés tendent à le montrer. Mais elle reste incontestablement la plus grande fête populaire et politique à avoir lieu en France. Et on aimerait voir si le Parti Socialiste, le gouvernement, sans parler des journalistes du Monde ou de Libération sont capables de

rassembler sur une pelouse autant de travailleurs qu'il y en avait à ce fameux meeting de Roland Leroy, et de recueillir leurs applaudissements.

De ce point de vue, la fête de L'Humanité aura sans doute été, encore une fois, l'occasion pour les militants du Parti Communiste d'un réconfort, d'un resserrement de leurs liens.

La fête de L'Huma, c'est en effet cette grande foule populaire, ces centaines de stands, de restaurants, de guinguettes où l'on se connaît des deux côtés du comptoir, où l'on s'interpelle d'une table à l'autre. C'est cette ambiance chaleureuse où l'on ressent physiquement les liens profonds qu'ont les militants du Parti Communiste avec la classe ouvrière. C'est de ces liens que témoignent les centaines de milliers de personnes venues à La Courneuve, mais aussi l'existence de ces dizaines de milliers de militants et de sympathisants sans lesquels une fête de cette dimension ne pourrait se tenir.

Eh bien oui, malgré l'affaiblissement électoral du PCF, cela existe toujours, et cela témoigne justement du fait que le PCF est un parti dont la force n'est pas seu-



lement électorale ; cela reste un parti ouvrier, un parti qui vit du dévouement de ses militants, de leurs espoirs, de leurs liens avec la classe ouvrière. un parti de ce point de vue pas tout à fait comme les autres. Et c'est cela justement qu'un rassemblement comme la fête de L'Humanité permet à chacun de mesurer, et d'abord aux militants du PC eux-mêmes.

Mais cette fête témoignait aussi, à sa façon, de l'impasse politique dans laquelle la politique de la direction du parti a mené celui-ci aujourd'hui.

Dans les allées, peu de banderoles, peu de slogans, sinon pour vanter les mérites

de la production « française » : produire « français » était présenté comme la solution pour les entreprises qui ferment ou licencient, et donc face au chômage.

Quant aux militants qui, dans les allées, proposaient l'adhésion, s'ils étaient visiblement soulagés de pouvoir librement critiquer un gouvernement qu'ils ressentent comme antiouvrier, ils tiraient comme seule conclusion qu'« il faut un Parti Communiste fort », « pour mener toutes les luttes que la situation impose ». Mais rien au-delà, rien sur les moyens d'un changement politique, sinon, recommencer, plus tard, l'expérience de l'Union de la gauche, mais avec un Parti Communiste plus fort électoralement.

Le PCF est, et reste la plus grande force militante de la classe ouvrière en France. Mais tous ces militants ouvriers, aujourd'hui orphelins d'une politique, se laisseront-ils encore longtemps emmener dans l'impasse par une direction qui, justement, refuse qu'ils mettent toutes leurs forces, tous leurs moyens de militants et de parti au service des intérêts de la classe ouvrière, et les réduit au rôle d'appoint électoral pour des gouvernements bourgeois ? C'est cela la seule, la vraie question qui se pose quant à l'avenir du Parti Communiste.

J-J F.





# Douze ans de (dés) union de la Gauche

Après la sortie du PCF du gouvernement, l'« Union de la gauche » entre PCF et PS est, une fois de plus, en bien mauvaise passe. Mais ce n'est pas la première fois. L'histoire de l'union entre PCF et PS est jalonnée, justement, de polémiques, de brouilles et de réconciliations.

## LES ALÉAS DU « PROGRAMME COMMUN »

C'est que, depuis la signature du Programme commun en 1972 — et même en fait depuis bien avant — le PCF se débat dans la même contradiction. Parti ouvrier profondément réformiste, participant à la gestion de la société capitaliste en France à de nombreux niveaux, il est aussi candidat à exercer cette gestion au plus haut niveau, en tant que parti gouvernemental. Mais il ne peut le faire que dans le cadre d'une alliance avec d'autres forces politiques, moins liées à la classe ouvrière, mieux admises par la bourgeoisie française. Sa situation le condamne ainsi à marchander sa force électorale, son influence dans la classe ouvrière, pour servir de marchepied à d'autres qui, finalement, se renforcent à ses dépens.

C'est pour répondre à ce problème que Marchais, depuis 1972, tout en pratiquant une politique d'union avec le Parti Socialiste, a cherché à conjurer l'évolution qui faisait du PS le principal bénéficiaire de cette union, en tentant de faire apparaître malgré tout les différences entre PCF et PS.

Mitterrand, dès 1965, avait été le candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle. Il le fut de nouveau en 1974. Peu après, des élections législatives partielles montrèrent que le PCF perdait des voix au profit du parti qui apparaissait comme l'aile marchante de l'union : le Parti Socialiste de Mitterrand. le PCF retrouva alors soudain des critiques à faire à son partenaire, accusant Mitterrand d'être « sûr de lui et dominateur », et cherchant à montrer un visage plus radical. Cette politique parut payante puisque, aux élections cantonales de mars 1976 et aux municipales de mars 1977, dans un contexte de progression générale de la gauche, le PCF progressa un peu.

C'est sans doute ce qui incita Marchais, à l'approche des élections législatives de mars 1978, où l'on prévoyait généralement une victoire de la gauche, à se montrer plus exigeant vis-à-vis de son partenaire. Le prétexte en fut les discussions sur « l'actualisation » du Programme commun de la gauche de 1972 —

au cours desquelles le PCF demanda publiquement des engagements précis au PS sur la politique qui serait menée une fois la gauche au pouvoir, notamment sur l'ampleur des nationalisations effectuées, et au cours desquelles il demanda, sans doute moins publiquement mais avec autant d'insistance, des engagements sur la place qui serait accordée au PCF dans le gouvernement.

Les négociations débouchèrent sur la rupture en septembre 1977. Et la campagne électorale pour les élections législatives de mars 1978 fut dominée par les polémiques entre le PCF et le PS, Marchais accusant le PS de « virer à droite » et cherchant à donner du PC l'image d'un parti partisan d'un changement plus radical. Mais le résultat des élections, outre qu'il ne fut pas la victoire de la gauche attendue, ne confirma pas non plus les espoirs du PCF, qui réussit à peine à maintenir ses positions.

## APRES LA VICTOIRE ELECTORALE DE LA GAUCHE

La polémique entre PCF et PS devait durer en fait jusqu'à l'élection présidentielle de 1981. Après 1978, le PC continua à se donner un visage radical. On vit Séguin, secrétaire général de la CGT, déclarer : « Nous obtiendrons par la lutte ce que nous n'avons pas pu avoir par les élections ». L'hebdomadaire du PCF, *France Nouvelle*, devint en février 1980 *Révolution*. Marchais déclara que le PCF était un « parti révolutionnaire », *l'Humanité* un « journal révolutionnaire ». Au même moment, il ne craignit pas de revenir à des prises de position pro-moscouites qui semblaient du domaine du passé, en approuvant bruyamment l'intervention russe en Afghanistan. Quant à l'union avec le PS, elle res-

tait l'objectif, mais « avec un Parti Communiste fort ».

Mais justement, le résultat de l'élection présidentielle de 1981 attesta un nouveau déclin électoral du PC, qui n'obtint que 15,6 % des voix au premier tour et fut bien contraint d'appeler à voter Mitterrand au second. Et celui-ci gagna l'élection contre le candidat de la droite Giscard, grâce au fait, entre autres, qu'il s'était montré capable de réduire l'influence du PCF au sein de la gauche et d'apparaître comme le maître incontestable de celui-ci. Et c'est encore ce rapport de forces, confirmé par les élections législatives de 1981, qui lui permit de faire appel à des ministres communistes en nombre réduit, mais suffisant pour faire du PCF l'otage de Mitterrand, condamné s'il voulait garder ses ministres à défendre dans la classe ouvrière une politique sur laquelle il n'avait aucune prise.

Même dans ces conditions, Marchais a continué, on le sait, de chercher à se différencier du PS, critiquant notamment le plan de rigueur de 1982 ou les licenciements dans la sidérurgie, avant de s'incliner à chaque fois. Mais les élections européennes de juin dernier ont montré que cela n'enrayait pas sa chute électorale. En fait, la participation gouvernementale donnait à celle-ci une nouvelle dimension. En se faisant le défenseur d'une politique anti-ouvrière dont il partageait la responsabilité, le PCF perdait la confiance d'une fraction de ces couches populaires qui sont sa base traditionnelle et étaient, en même temps, parmi les premières victimes de la politique du gouvernement. Il est vrai que, cette fois, le bénéficiaire n'en était plus le PS, mais le camp des abstentionnistes, voire la droite et l'extrême-droite.

Le PCF a donc choisi de nouveau de prendre quelques distances d'avec son partenaire, avec cette circonstance particulière que, cette fois, celui-ci est au gouvernement et que cela lui donne de nouveaux moyens de pression sur le PC, comme par exemple la détermination de la loi électorale qui sera adoptée pour les élections cantonales de 1985 et les élections législatives de 1986. Quant au contexte général, il est lui aussi modifié, devenant celui d'une chute générale de la gauche.

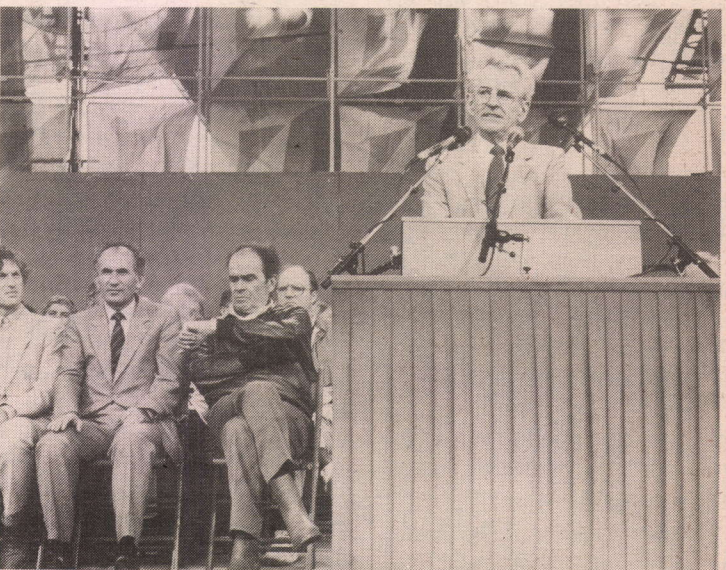
Mais au fond, la contradiction dans laquelle se débat le PCF reste la même : parti



• En avant toute pour le Programme commun en 1974...



• Pour la première fois depuis 1947, 4 ministres communistes au gouvernement



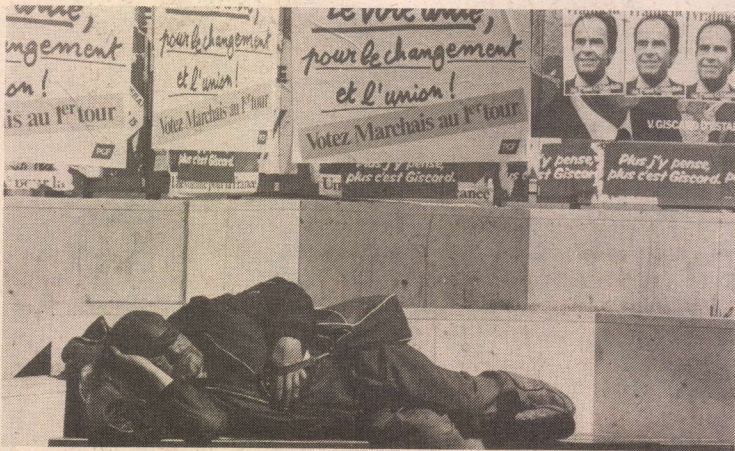
• Le PCF hors du gouvernement Mitterrand... mais sans autre perspective politique.

réformiste, il n'a d'autre perspective que d'aller au gouvernement pour gérer les affaires, non de sa base sociale ouvrière, mais de la bourgeoisie. Et, au moment même où il vient de quitter le gouvernement, où il s'apprête peut-être à tenir un langage de plus en plus radical à l'égard du gouvernement et du Parti Socialiste, il n'a toujours pas d'autre perspective à proposer à ses militants que la lutte pour « l'union » mais avec un « Parti Communiste fort »... alors que justement c'est toute cette politique menée ces dernières années qui a débouché sur son affaiblissement.

Il y a cependant cette fois une différence de taille. Bon nombre de militants savent, parce qu'ils l'ont vu et douloureusement vécu ces trois dernières années, que la voie où les engage sans relâche la direction du parti est sans issue. Beaucoup, sans doute, choisiront de la poursuivre quand même, parce qu'ils ne

verront pas d'alternative, ou bien s'éloigneront simplement de la politique. Mais nombre d'entre eux, sur la base d'une telle expérience, peuvent aussi comprendre que la seule issue est dans une politique réellement révolutionnaire, pas seulement en paroles, mais en fait ; une politique cherchant à renforcer la confiance de la classe ouvrière en elle-même, en ses propres forces, à sortir de la situation de démoralisation actuelle pour redonner vie et perspectives aux luttes ouvrières qui, seules, peuvent ouvrir une issue.

C'est une politique difficile, certes, mais qui ne serait pas hors de portée pour les quelques dizaines de milliers de militants dévoués et liés à la classe ouvrière que compte le PC. Et c'est aux militants révolutionnaires de démontrer la validité d'une telle politique, la seule politique, justement, qu'une direction comme celle du PCF ne puisse pas choisir.





CREUSOT-LOIRE (Le Creusot)

## Pour les travailleurs de Creusot-Loire, c'est toujours l'attente

Le plan de reprise monté autour de Fives-Lille-Babcock et qui était présenté par le gouvernement comme le seul possible pour sauver Creusot-Loire prévoyait 1900 à 2500 suppressions d'emplois et était jugé inadmissible par les travailleurs et la population du Creusot.

Jeudi 6 septembre, pendant que se déroulait une des plus importantes manifestations vues au Creusot ces dernières semaines, les organisations syndicales et les élus locaux refusaient le plan de reprise et annonçaient sa suspension.

Dès le lendemain, Fives-Lille-Babcock, une firme privée qui avait pourtant bénéficié de bonnes conditions de la part du gouvernement (elle reprenait à bas prix les

actifs de Creusot-Loire, pour 350 millions de francs payables en 7 ans sans intérêts), déclarait forfait.

Depuis, les discussions ont repris pour arriver à un nouveau plan de redressement. Le gouvernement et les grands groupes nationalisés et privés envisagent des « montages » susceptibles d'être rentables... et laissent entendre que, plus le temps passe, plus la situation de Creusot-Loire se dégrade, plus il sera difficile de trouver une solution, ce qui a évidemment pour but de démoraliser les travailleurs et de leur faire accepter les licenciements.

Quant à la CGT, si d'un côté elle « n'écarter pas » l'intervention des capitaux privés, elle déclare de l'autre que, vu l'absence de

« repreneurs », la seule solution est la prise de contrôle public du groupe et déplore que les « pouvoirs publics n'aient pas le ton et la fermeté nécessaires pour faire en sorte que les entreprises nationales accomplissent leur mission ». Bref, elle demande qu'un « pool » de sociétés nationalisées, comprenant la CGE, EDF, Framatome, Usinor, Sacilor, etc., se regroupent pour reprendre ensemble Creusot-Loire. Mais le problème, en l'occurrence ce n'est pas que les pouvoirs publics baissent les bras devant les entreprises nationalisées. C'est qu'ils les baissent devant les entreprises privées, devant les capitalistes, devant les dirigeants du groupe Empain-Schneider qui ont



La manifestation du vendredi 7 au Creusot a rassemblé environ 6 000 personnes.

(Photo AFP7)

laissé tomber Creusot-Loire pour ne pas avoir à éponger ses pertes avec les bénéfices des autres sociétés du groupe, qui dans l'ensemble se portent très bien !

ALSTHOM-ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

## 450 licenciements qui ont du mal à passer

Avant les vacances il avait été annoncé 2.100 suppressions d'emplois entre l'Alsthom à Saint Nazaire et Dubigeon à Nantes. Cela doit se traduire par 1.200 départs en pré-retraite entre les deux chantiers, plus 450 congés-conversion à l'Alsthom et 450 à Dubigeon.

La mise en place de ces congés-conversion s'est discutée tout l'été entre l'UIMM et les directions syndicales. La dernière réunion prévue sur la question était le 12 septembre. Le P-DG de l'Alsthom a annoncé la couleur : pour lui, après cette date, c'est fini et réglé. Signé ou pas, il appliquera le « plan social » demandé par le gouvernement.

Bien sûr, à l'Alsthom de Saint Nazaire par exemple, toutes les organisations syndicales sont d'accord pour considérer ces congés-conversion comme des licenciements. Mais, de négociation en négociation, elles ont laissé le patron discuter de son plan de licenciements. Elles ont accepté le jeu truqué de ces réunions bidons. Chaque organisation syndicale, pour justifier cette participation à ces négociations, a proposé ses solutions, les unes sociales, les autres

industrielles. La CGT a une solution industrielle de rechange à proposer, et la CFDT a la diversification et les 35 heures dans sa serviette (alors qu'avec le chômage partiel nous sommes à 32 heures !). FO, par contre, conseille aux patrons de supprimer plutôt des emplois, en prolongeant au-delà de 1986 les départs en pré-retraite à 55 ans (dans quelles conditions financières ?). En ajoutant avec un petit pourcentage de décès et de départs volontaires, selon FO, cela devrait faire le compte !

Le patron les a tous mis d'accord en ne discutant tout au long de ce mois que de son plan à lui !

Aujourd'hui, ce qui se discute aux Chantiers c'est surtout la manière dont les patrons vont annoncer la liste. Individuellement ? Collectivement ? Par secteur ?

Bien sûr, personne ne croit aux congés-conversion, surtout dans une région particulièrement touchée par le chômage (20 % de la population active). L'ambiance n'est pas à la lutte. D'autant que la division syndicale favorise la démoralisation. Pourtant, il y a des travailleurs qui veulent en découdre et qui le disent.

Les directions syndicales locales ne prennent même pas la peine d'organiser des protestations communes avec d'autres entreprises, qui pourtant licencient en ce moment même. Pire, la semaine dernière, pendant que les travailleurs des Chantiers faisaient du surplace devant la mairie, les travailleurs des AFO, eux, piétinaient à la sous-préfecture. Pourtant les AFO licencient 73 personnes, et se trouvent à deux pas des Chantiers !

Cependant, les travailleurs continuent à sortir nombreux lors des débrayages, bien qu'ils soient appelés seulement par la CGT et la CFDT. Ils discutent et sont attentifs à la situation. Beaucoup pensent que « les licenciements ne passeront pas comme ça ».

Si pour l'instant les travailleurs semblent attendre, ils disent aussi qu'il faut s'attendre à une lutte dure, et d'une manière ils s'y préparent.

En tout cas, la venue du P-DG Desgeorges il y a quinze jours aux Chantiers, pour nous demander d'accepter d'être licenciés sans broncher, montre que les uns et les autres ne sont pas aussi certains de réussir leurs 450 licenciements ! Correspondant LO

BNP GAMBETTA (Paris 20<sup>e</sup>)

## La BNP licencie deux délégués du personnel avec l'appui du gouvernement

Depuis 1983, à l'agence Gambetta de la BNP, la direction avait décidé de s'en prendre à des délégués du personnel appartenant au Syndicat Démocratique des Banques (voir LO n° 822 du 3 mars 1984). Après avoir licencié un ancien délégué SDB à la fin de l'année 1983, la BNP engageait une procédure de licenciement contre deux délégués du personnel SDB. Malgré les refus successifs du Comité d'établissement puis de l'inspection du travail, la BNP introduisait un recours hiérarchique auprès du ministre du Travail.

Celui-ci, au bout du délai de réflexion maximum de quatre mois, donnait raison à la direction de la BNP fin juillet, qui licenciant ces deux délégués pour « exercice anormal du mandat de délégués du personnel ».

Ainsi, une fois de plus, on constate que banquiers et gouvernement sont d'accord pour licencier des délégués que la direction considère comme gênants. Le SDB concluait dans un tract d'information au personnel de la BNP diffusé début septembre : « Pour faire taire le mécontentement grandissant, le gouvernement de gauche, qui se prétend « l'ami des travailleurs », réprime, comme la droite hier, les militants qui se battent contre l'austérité, les restructurations, le chômage, etc. »

### ECHOS DES ENTREPRISES

#### La direction malade des chiffres

Si vous prenez votre mercredi (temps partiel à 80 %) la direction considère que vous travaillez tous les jours 80 % du temps normal. Une journée d'enfant malade ne couvre donc que 80 % de la journée d'absence. Les 20 % restants sont pris sur la paie ou sur l'horaire mobile. Prière aux enfants de n'être malades qu'à 80 % !

Puisque la mode est aux innovations mathématiques, pourquoi ne pas décider qu'une journée d'enfant malade c'est en réalité 24 heures, donc 3 journées d'absence ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - UAP - Tour Assur.

#### Et demain ?

Ce lundi, il y a eu une réunion extra-ordinaire de CE. Cette réunion a surtout discuté de la diminution d'horaire qui débutera mardi 11 septembre pour certaines sections et toucherait près de 900 d'entre nous. Cette diminution d'horaire avait été décidée pour le 3 septembre, pour en fin de compte être appliquée une semaine plus tard.

Cette diminution prévoit que l'horaire passerait à 34 h. 30 au lieu de 38 h. 30 et serait rémunéré en principe sur 36 h. 30. Alors oui ! Diminution d'horaire d'accord, mais pas diminution d'argent. Sans oublier qu'aujourd'hui ce sont certaines sections qui sont touchées, mais demain ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chantiers de La Ciotat.



## DANS LES ENTREPRISES

**RVI (Monplaisir (Lyon))**

# La direction veut nous habituer à la « mobilité ».

A l'usine Renault-Véhicules de Monplaisir à Lyon, depuis la rentrée des vacances, il y a une chute soudaine de la charge de travail dans tous les ateliers. Et cela malgré une reprise des commandes de camions au premier semestre 1984 annoncée par la direction.

La direction de l'usine de Monplaisir recherche donc des volontaires pour être « prêtés » dans d'autres usines : dans la région lyonnaise, à Vénissieux aux Forges et à l'atelier d'emboutissage ainsi qu'au Montage des cars ; à l'Arbresle, dans une filiale de RVI la Comela ; dans la région Rhône-Alpes, à Bourg-en-Bresse, à Bouthéon près de Saint-Etienne, à Annonay ; et même pour l'usine de Blainville près de Caen. Il ne manquait plus que l'usine de Limoges pour que le tableau soit complet.

Mais la direction a beau dire qu'elle a trouvé des « volontaires », en fait, elle

leur a souvent forcé la main. Chaque jour dans certains secteurs, le contremaître vient au pied de la machine discuter avec les ouvriers qu'il aimerait voir partir, maniant tantôt la carotte, en faisant miroiter les primes offertes à ceux qui partent le plus loin (ce qui peut doubler certains salaires pour ceux qui partent à Blainville) ou bien en maniant le bâton, menaçant de mettre tout un atelier au chômage technique si on ne trouve pas de volontaires, ou en menaçant un ouvrier de lui donner du travail de nettoyage pendant des jours entiers. Certains arguments volent même au niveau de la ceinture, comme ce contremaître qui n'a trouvé qu'un seul argument pour vanter les charmes de l'usine de Blainville à un jeune ouvrier : « Les Normandes, tu verras... ».

La direction qui cherche à habituer les ouvriers à la mobilité géographique, voudrait les promener d'une usine à l'autre en fonction

de la production, mais elle trouve peu de candidats.

Et comme dans certains ateliers, les espérances de la direction de nous voir partir n'ont pas été comblées, des ouvriers ont appris en arrivant à l'usine que leur « prêt » avait été proposé et qu'ils allaient passer des tests pour l'atelier d'emboutissage à Vénissieux. Ils étaient les premiers surpris de se découvrir « volontaires ».

Alors, même si elle a trouvé quelques volontaires, la direction est loin d'avoir réussi à faire partir des ouvriers sans aucun engagement de sa part sur l'avenir. Et ceux qui restent se rendent compte qu'elle cherche d'abord à se débarrasser des « sureffectifs » dans certains ateliers anciens, dans le but de moderniser, ils voient qu'il n'y a pas d'espoir de retour pour ceux qui seront partis, et que les conditions de travail seront aggravées pour les autres.

Correspondant LO

## Dans notre courrier

**Des travailleurs de la SVF (Société des vins de France), à Lyon nous demandent de publier l'article suivant :**

« La société des vins de France était composée de plusieurs centres d'embouteillage et de distribution (12 dans toute la France), venant de rachats successifs.

A la tête de chaque centre, une direction gérait son affaire plus ou moins librement. A Lyon jusqu'en 1981, il y avait un PDG réactionnaire, dont le seul souci a toujours été de réduire au silence toute velléité syndicale, aidé en cela par des collaborateurs zélés qui, devant l'organisation ouvrière, se faisaient un malin plaisir d'écraser les travailleurs : à son actif :

- fermeture avec licenciements de Besançon,
- rachat de Faragui, usine qui comprenait 180 salariés et qui sera demain fermée après de multiples erreurs de ges-

tion et une volonté de vouloir l'écraser et de piller cet ex-concurrent.

L'année 1981 fut fatale à ce PDG et à sa clique : début 1981 des travailleurs de Lyon montent une section syndicale CFDT. Ce fut un raz de marée : 100 syndiqués sur 170 salariés. En même temps, Pernod-Ricard devient majoritaire dans le groupe et commence une réorganisation à la tête.

Dans les six mois, départ du PDG, du directeur et du directeur du personnel.

A Lyon, le rapport de forces étant très favorable à la direction, la situation sociale était très en retard par rapport à d'autres établissements où il y avait de puissantes organisations syndicales.

Actuellement, la SVF se veut une entreprise industrielle avec une direction à Paris et une gestion par lignes de produits pour toute la France. Pour ce faire elle annonce un plan de restructuration de l'ensemble de l'entreprise, avec dans les trois ans 500 suppressions

d'emplois (sur 2100 actuellement). Ceci bien que la SVF ait un bilan globalement positif. Les suppressions d'emplois se feront so-disant par l'érosion naturelle, avec des départs volontaires en préretraite et départs volontaires dans le cadre d'un plans social.

Pour la région lyonnaise, cela est différent : réorganisation de Lyon et fermeture de Villeurbanne « ex-Faragui », tout cela avant la fin de l'année : soit 87 suppressions d'emplois sur 250 salariés (1 sur 3).

Les syndicats, aidés en cela par des experts, vont tout faire pour réétudier l'organisation du travail, entamer des négociations sur la réduction du temps de travail afin que, avec les préretraites et les départs volontaires, il n'y ait aucun licenciement.

Nous sommes actuellement dans la phase de consultation et d'étude ; nous ne pouvons pas préjuger des résultats. Mais nous restons résolus à tout faire pour éviter tout licenciement.

# La situation à Creusot-Loire Saint-Chamond

Dans la vallée du Gier, où se trouvent le site de Creusot-Loire Saint-Chamond et l'usine Creusot-Loire Marrel de Rive de Gier, la rentrée a été plutôt morose, comme dans toutes les usines du groupe.

Rien de sensible n'a évolué depuis fin juillet, et personne ne peut dire de quoi l'avenir sera fait.

A travers les réflexions du style « on n'y peut rien » ou « ils s'entendent tous pour nous avoir », on perçoit le découragement.

Les syndicats du site de Saint-Chamond, CGT, CFDT, FO, rejoints par la CGC appelaient mercredi 5 septembre à 3 heures de débrayage pour se rendre à Saint-Etienne où une délégation devait rencontrer le préfet et le député-maire socialiste de Saint-Chamond, président du Comité pour l'emploi Loire-Sud...

Le débrayage a été massivement suivi mais la manifestation fut plutôt maigre : à peine 250 personnes malgré le renfort de Creusot-Loire Marrel. Une innovation : la présence importante de cadres, qui tranchaient avec le reste des manifestants par leurs costumes, cravates et dossiers sous le bras. L'éloignement de Saint-Etienne (et la pluie) aidant, la plupart des tra-

vailleurs avaient préféré rester chez eux.

Mais devant la préfecture, une délégation syndicale a eu bien du mal à rentrer car un certain nombre de travailleurs présents voulaient eux aussi participer à l'entrevue.

Après de longues palabres avec les flics de service et de petites bousculades, la délégation fut enfin reçue par un adjoint du préfet... qui leur annonça que celui-ci et le député-maire étaient aux négociations de Paris. Quand les syndicalistes sont ressortis ils n'ont trouvé qu'une poignée de militants ; les travailleurs étaient partis après avoir attendu une heure sous la pluie les résultats d'une réunion sans intérêt.

Le vendredi 7 septembre, l'annonce de la suspension du plan FCB-Framatome-Usinor a été accueillie comme une péripétie parmi d'autres. Un responsable CGT de Creusot-Loire Saint-Chamond, interrogé par la radio locale, a présenté cette suspension comme une victoire.

La plupart des travailleurs n'ont guère d'illusions et se demandent si on ne va pas annoncer, ici aussi, des départs anticipés ou des suppressions d'emplois.

Correspondant LO

# Debout les gars réveillez-vous !

Dans les corps de garde des roulants nous voyons s'installer de plus en plus de réveils électriques.

Ceux-ci sont bien moins agréables que les éveilleurs ou éveilleuses qui venaient gentiment nous tirer du lit. Mais en plus ils sont très efficaces. A tel point qu'on est souvent

réveillé par celui de la chambre voisine. La direction une nouvelle fois nous fait subir ses restrictions de personnel.

Mais au fait ne serions-nous pas mieux chez nous pour dormir ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF (Dépôt Paris Sud-Ouest).



## Pinochet cherche à durcir la dictature

D'après ce que rapporte la presse, il n'y avait personne dans les rues de Santiago du Chili pour ovationner Pinochet qui célébrait le 11<sup>ème</sup> anniversaire de sa « victoire » sur « l'ennemi marxiste », puisque c'est ainsi qu'il appelle le coup d'Etat par lequel, à la tête de l'armée, il a renversé en 1973, le gouvernement d'Unité Populaire dirigé par Salvador Allende.

Il n'y avait personne, sauf quelques centaines de personnes amenées là de bon ou de mauvais gré dans des cars gratuits, et sauf l'armée en grande pompe.

Mais la population pauvre était restée dans les faubourgs où elle a manifesté en plusieurs endroits contre le régime. Les étudiants manifestaient eux aussi contre le régime, dans les universités. Quant aux moyens et petits bourgeois, qui avaient il y a onze ans appuyé le coup d'Etat mais que l'on avait retrouvés il y a un an dans les manifestations d'opposition, ils ne descendent peut-être plus toujours dans la rue pour les « protestas », mais ils ne se déplacent pas non plus pour appuyer un régime qui depuis, à plusieurs reprises, a pourtant fait des gestes dans leur direction, notamment en renvoyant le ministre de l'Economie accusé d'être responsable d'une politique économique qui aurait ruiné nombre de petites et moyennes entreprises.

Cette absence de public n'a néanmoins pas empêché Pinochet de prononcer un long discours, réaffirmant qu'il n'était pas question pour lui ni de céder à l'opposition, ni d'avancer la date du retour au pouvoir des civils, prévu pour 1989. Et une nouvelle fois Pinochet a averti qu'il userait de tous les moyens possibles

pour réduire les opposants, pour les faire taire. Autant de déclarations qui vont dans le sens de celles qu'il répète depuis plusieurs mois et qui sont dans la ligne de toute sa politique bien concrète, qui consiste à empêcher par la violence les manifestations, à faire la chasse aux militants, à augmenter la censure, à multiplier les lois répressives et à durcir encore plus la dictature.

Mais tout le problème de Pinochet est que ces menaces, même répétées, même suivies d'effet, ne parviennent pas à ramener le calme dans le pays.

C'est ainsi qu'il y a une semaine, alors que Pinochet avait promis de ne faire aucun quartier et de rééditer si besoin était un coup de force d'envergure contre la population, une sorte de 11 septembre 1973 bis, en mettant tout le pays en état de siège, la journée de protestation, la « protesta », a eu lieu, et bien lieu. Des milliers de manifestants sont descendus dans la rue. Plusieurs ont été tués, des dizaines d'autres blessés, des centaines d'autres encore ont été arrêtés. Mais cela n'a pas empêché que les cérémonies d'enterrement aient été presque partout l'occasion de nouvelles manifestations contre la dictature. Et la presse rapporte que le calme n'est pas encore



Les rues étaient presque vides sur le passage de Pinochet dans les rues de Santiago, à l'occasion du 11<sup>ème</sup> anniversaire du coup d'Etat de 1973.

revenu dans nombre de quartiers populaires.

Alors au Chili, après onze ans d'exercice du pouvoir, il semble que le régime soit lézardé de toutes parts et prisonnier de ses contradictions. Pour acheter la paix sociale il n'a rien à offrir aux classes pauvres, dont les conditions de vie se sont aggravées. Et il est contraint de l'imposer par la force. Mais les violences policières, les arrestations, les tortures, le fait que tant de militants aient payé de leur vie, de leur liberté ou encore par l'exil le fait de relever la tête, a contribué aussi à développer dans la population pauvre une solidarité que les forces armées ne peuvent faire dis-

paraître. Bien sûr, Pinochet pourrait choisir de composer. Il pourrait offrir, à la moyenne et à la petite bourgeoisie et aux politiciens qui souhaitent plus de liberté et un retour à un régime civil, un compromis. Il a d'ailleurs déjà fait des tentatives dans ce sens et d'autres dictatures dans des pays voisins ont ainsi accéléré le retrait des militaires de l'avant-scène politique. Mais là Pinochet semble vouloir ne prendre aucun risque et démontrer qu'il entend diriger jusqu'au bout la barque, jusqu'au terme légal, en restant imperméable aux pressions de la rue. Mais rien ne dit qu'il y parvienne. Car il prend le risque, en durcis-

sant son régime, de provoquer à chaque fois des mouvements plus amples et plus durs et des explosions de colère que ni lui ni les partis d'opposition respectueux de l'ordre social ne pourraient maîtriser.

Pinochet vient de montrer son isolement et ses failles. Mais, même comme cela, cette dictature sanglante et brutale reste un rempart pour la bourgeoisie chilienne contre les masses populaires, et un facteur d'ordre pour la bourgeoisie internationale et l'impérialisme américain. Et pour que le dictateur tombe, il faudra encore sans doute de fortes pressions des classes populaires chiliennes.

## Une ouverture de courte durée

Il y a un an, après une série de journées de protestation marquées par des manifestations d'ampleur, Pinochet avait fait quelques gestes d'ouverture.

Il avait nommé un Premier ministre civil, Onofre Jarpa, qui avait été chargé d'entamer des discussions avec l'opposition. Plusieurs concessions avaient été faites : levée de l'état d'urgence, levée partielle de la censure, autorisation du retour d'un certain nombre d'exilés, promesse de ne plus se servir de l'article 24 de la Constitution, qui donne à Pinochet des pouvoirs exceptionnels.

Il y avait loin de ces mesures à la fin du régime dictatorial. Mais Pinochet n'a pas tardé à remettre en cause toutes ces fragiles concessions, qui devaient lui permettre de gagner du temps dans ses rapports avec l'opposition, dans une période où celle-ci manifes-

tait de plus en plus de hardiesse.

Mais si Pinochet acceptait de faire ces concessions, c'était à la condition que ni la population ni l'opposition ne s'en servent. Et comme les manifestations ont continué, la police a continué de faire la chasse aux opposants, d'arrêter, d'emprisonner, de torturer. Prenant prétexte de la multiplication des sabotages et des actes terroristes, le régime a fait à partir du mois de janvier une chasse encore plus systématique aux militants, et en quelques mois l'arsenal des lois répressives s'est enrichi. C'est ainsi qu'un organisme qui jusqu'alors n'était habilité qu'à rassembler des informations pour la police, le CNI (Centre National d'Information), mais qui disposait de locaux de détention théoriquement illégaux, s'est vu très officiellement reconnaître le droit d'arrêter (et donc de tortu-

rer). Dans le même temps, une loi dite « anti-terroriste » était adoptée, qui augmentait le nombre de faits susceptibles d'être qualifiés de « terroristes ».

Parallèlement, une loi concernant les délits de presse multipliait les possibilités pour des personnages politiques d'attaquer un journal pour des propos concernant leur vie privée ou publique : il suffit qu'un personnage estime qu'un propos concernant sa vie privée nuit à sa personne ou à l'un de ses proches, pour qu'il tombe sous le coup d'une amende.

Ces lois adoptées en mai ont d'ores et déjà servi. Et aujourd'hui Pinochet vient de faire un pas de plus en arrière en réinstaurant l'état d'exception pour trois mois.

Il espère ainsi contribuer à créer un climat de crainte et de résignation. Mais la population chilienne, les militants, ont déjà bravé des lois semblables.

## Une crise qui frappe durement les classes populaires

Le gouvernement de Pinochet essaie de permettre à la bourgeoisie chilienne de réaliser des profits. Il essaie de tenir ses engagements vis-à-vis des banquiers mondiaux. Alors il restreint chaque année davantage le niveau de vie de la population laborieuse.

La classe ouvrière qui travaille a vu son pouvoir d'achat diminuer. Depuis trois ans les salaires sont bloqués, mais les prix ont continué d'augmenter. C'est ainsi que des syndicalistes ont chiffré un panier de denrées indispensables pour nourrir une famille de cinq personnes pendant un mois : l'augmentation a été pendant ces trois années de 85 %. Et en réalité la baisse du niveau de vie des classes pauvres est encore bien plus importante, car entre-temps le chômage s'est accru. Il touche près de 30 % de la population active, et cela veut dire de plus en plus de familles sans revenus et de plus en plus de bouches à nourrir sur un salaire.

(Suite en page 16)



## Les dirigeants de l'opposition contraints d'aller chercher leurs appuis dans la rue



L'enterrement du prêtre français André Jarlan, le 7 septembre dernier, est devenu une manifestation contre le régime. (Photo AFP).

Les plus importantes formations de l'opposition au Chili sont rassemblées dans trois regroupements.

L'un est l'Alliance Démocratique, il est marqué à droite et a pour force principale la démocratie chrétienne. Le second est le Bloc Socialiste qui se veut le regroupement de la gauche non communiste. Le troisième est le Mouvement Démocratique et Populaire et a pour force essentielle le Parti Communiste.

A plusieurs reprises, on a vu dans l'année écoulée ces partis agir de façon convergente contre Pinochet et organiser ensemble de vastes mouvements de protestation. A d'autres moments, ce sont les divisions qui sont apparues au grand jour. Or les méandres de toute cette vie politique de l'opposition correspondent à la situation créée par l'existence et le maintien d'un régime dictatorial qui ne peut plus se contenter de simplement gouverner avec le bâton, avec la force armée, même si la répression et la mitraille sont toujours le principal recours de Pinochet.

Depuis onze ans, les partis politiques chiliens ont le problème d'exister malgré la dictature. Ils l'ont fait embryonnairement pendant de longues années et dans des conditions différentes selon qu'il s'agissait de partis de droite ou de partis de gauche, les premiers étant relativement tolérés tandis que les autres étaient impitoyablement réprimés. Mais ils ont survécu tout de même, en tout cas ils se sont reconstitués peu à peu. Et aujourd'hui ils ont tous le problème de reconquérir leur place dans la société, leur rôle dans la vie politique. Ils ont tous le problème de se mettre en bonne position pour demain, pour l'après-Pinochet. Et tous travaillent et militent dans la pers-

pective d'un retour à un mode de fonctionnement où le Parlement, les syndicats, joueraient le rôle qu'ils jouent traditionnellement dans les pays dits démocratiques, c'est-à-dire le rôle qu'ils jouaient dans le Chili d'avant Pinochet.

Ecartés de toute participation à la vie politique officielle, contraints de se reconstituer en marge des institutions, dans la semi-illégalité pour les partis les plus modérés, dans la clandestinité pour les partis les plus à gauche, les différents partis politiques chiliens ont été privés (et ils le sont encore) des moyens traditionnels d'intervenir et de mesurer leur représentativité. L'absence d'élections libres, de vie syndicale, de débat politique les prive de tout ce jeu de relations complexes que les partis politiques entretiennent avec les différentes couches de la population dans les pays où existe un régime parlementaire. Un jeu qui est destiné à donner aux classes pauvres l'illusion qu'elles ont leur mot à dire, un jeu destiné à masquer le fait qu'une poignée de possédants font tourner la société à leur profit. Un jeu qui amortit

les conflits, dilue les problèmes et permet qu'ils se règlent non pas dans la rue mais dans les couloirs feutrés des Parlements, des ministères et de tous les organismes de concertation.

Alors du coup, dans un régime comme le régime chilien, c'est au travers d'une politique plus risquée, plus hardie que les différents partis politiques se trouvent obligés de reconquérir leur audience et leur poids, en se mettant en quelque sorte directement en relation avec la population elle-même. Faute de pouvoir mesurer leur influence dans les urnes, ils sont en quelque sorte obligés de la mesurer dans la rue, dans le mouvement des classes populaires lui-même, un mouvement qui a fait irruption dans la rue, un mouvement qui apparaît depuis un an vivant et offensif.

Et c'est l'existence de ce mouvement qui a contraint à plusieurs reprises les différents partis d'opposition à proposer ensemble des manifestations et à paraître lutter ensemble contre la dictature, même si chacun, bien sûr, continue de jouer son propre jeu.

## REAGAN A LA RESCOUSSE

Reagan vient de décider de repousser une demande faite par les producteurs de cuivre nord-américains de limiter les importations de cuivre aux Etats-Unis.

Le cuivre étant l'une des principales sources de devises du Chili, les conséquences d'une baisse importante des exportations de cette matière première (une baisse de moitié, évaluait-on), pouvaient être catastrophiques pour l'économie chilienne.

Alors Reagan n'a pas voulu prendre le risque d'aggraver les choses dans ce pays où la situation paraît tendue sinon explosive. Il a préféré limiter les appétits des producteurs de cuivre américains pour tirer une épine du pied de Pinochet. Un coup de main que ce dernier doit sans doute à tous ceux qui manifestent dans son pays et qui font craindre aux possédants et aux grands de ce monde des explosions sociales.

## L'Alliance Démocratique

C'est le regroupement qui a été le premier à se structurer. Il comprend le Parti Démocrate Chrétien, le Parti Social-démocrate, le Parti Radical, la droite républicaine et une série de groupes socialistes (le parti socialiste a en effet éclaté en de nombreux morceaux après le renversement d'Allende). Le parti Démocrate Chrétien, qui en est la formation la plus importante, a joué un rôle important dans l'organisation des premières journées de « protesta » et sans la réorganisation du mouvement syndical.

Depuis l'Alliance Démocratique a joué un jeu apparemment contradictoire : d'un côté l'Alliance Démocratique s'est montrée en réalité favorable à un dialogue constructif avec Pinochet, mais comme celui-ci campe sur des positions intransigeantes, l'Alliance Démocratique a dû maintenir auprès des masses un visage d'une opposition combative et efficace contre Pinochet. Car elle ne peut apparaître comme l'interlocuteur valable, crédible aux yeux de la bourgeoisie nationale ou internationale que si elle garde son crédit dans les masses populaires vis-à-vis desquelles ses hésitations, son attitude vis-à-vis de Pinochet, le fait qu'elle ait tantôt participé, tantôt soit restée en marge des protestas peuvent diminuer son crédit. Néanmoins d'après la presse elle resterait le regroupement le plus influent.

## Le Bloc Socialiste

Il regroupe une partie importante des groupes socialistes, en particulier des courants de la gauche chrétienne. Il s'est constitué au cours de l'année écoulée en attirant et regroupant des forces qui refusent de travailler avec le parti communiste et le MIR et qui d'autre part rejettent la politique de l'Alliance Démocratique. Présents dans les quartiers populaires, dans les usines par l'intermédiaire d'organisations de quartier animés par des militants souvent catholiques, actifs dans les universités, le Bloc Socialiste semble jouer un rôle important dans l'organisation des dernières « protestas ».

## Le Mouvement Démocratique et Populaire

Il est composé du Parti Communiste, du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et d'une des tendances de l'ancien parti socialiste. Il s'est constitué dès les premières journées de protestation et apparaît toujours comme l'opposition maudite, que Pinochet tente d'éliminer et de briser et avec qui l'Alliance Démocratique rejette toute alliance durable, alliance que réclame inlassablement le MDP.

Le Parti Communiste qui est la force dominante de ce regroupement semble développer une activité à plusieurs niveaux. D'une part au niveau des entreprises il tente de gagner la course de vitesse qui l'oppose à la démocratie chrétienne pour reconstituer le mouvement syndical. D'autre part il tente de ne pas se faire doubler sur sa gauche par le MIR partisan de la lutte armée contre Pinochet.

C'est ainsi que le Parti Communiste et en particulier les Jeunesses communistes organisent conjointement avec le MIR une résistance armée contre la dictature, dont les manifestations semblent être essentiellement des actes de sabotage.

Mais ce radicalisme du Parti Communiste au niveau des méthodes semble aller de pair avec une grande modération concernant les objectifs politiques. L'objectif du Parti Communiste est de trouver un accord avec l'Alliance Démocratique et de trouver les modalités d'un Accord National où toutes les classes sociales trouveraient leur compte.

Quant au MIR, s'il critique souvent le Parti Communiste en lui reprochant trop de modération, s'il se comporte comme l'aile marchante de la lutte violente contre la dictature, il ne se pose pas le problème d'ouvrir aux classes populaires d'autres perspectives que celles que lui offrent les partis réformistes. Il ne cherche pas à proposer une politique qui permette à la classe ouvrière de défendre dès aujourd'hui et de se préparer à défendre demain ses intérêts face aux politiciens libéraux et réformistes qui feront tout pour que le Chili de demain soit un Chili où les classes pauvres continueront de supporter tous les sacrifices.



Reprise

## L'homme au complet blanc avec Alec Guinness

Ce grand classique du film d'humour britannique passe en ce moment dans une salle parisienne. La salle est petite, mais on ne regrette pas les efforts pour s'y introduire.

*L'homme au complet blanc* conte l'histoire d'un jeune chimiste génial et marginal qui est sur le point de découvrir une nouvelle fibre textile artificielle, dont les liaisons entre les molécules sont si solides que le textile est inusable et indestructible : il faut couper le tissu au chalumeau et un vêtement peut durer un siècle. De plus des charges électriques repoussent poussières et particules : le tissu reste toujours propre. On ne peut d'ailleurs à cause de cela le teindre, et il reste blanc, d'où le titre.

Oui, mais voilà, cette fantastique invention, qui peut délivrer l'humanité des problèmes pour se vêtir et pour rester propre, a une consé-

quence catastrophique : l'industrie textile britannique est menacée d'une crise définitive. Que se passera-t-il lorsque tout le monde sera habillé dans cette nouvelle matière ? Il n'y aura plus qu'à fermer les portes. Le patronat ne l'entend pas ainsi ; les syndicats non plus qui redoutent le chômage. Et une alliance du capital et du travail se noue pour tenter d'étouffer l'invention.

Cette petite fable féroce, sans prétention politique n'en démontre pas moins à sa façon que ni le capitalisme ni le syndicalisme réformiste ne sont compatibles avec certains bouleversements techniques.

Ne manquez pas ce vieux film toujours jeune, Alec Guinness dans un de ses meilleurs rôles, et un humour délicieux.

André VICTOR

Action Ecoles 5° (vo).

## Tartuffe avec Gérard Depardieu



Orgon, un bon bourgeois, s'est entiché d'un dévôt qu'il a recueilli chez lui et à qui il s'apprête à donner sa fille et sa fortune. Le dévôt en question, Tartuffe, modèle d'hypocrisie, ne vise qu'à s'enrichir et à séduire la femme de son bon ami Orgon. Sur ce thème, Molière a fait une comédie qui faisait rire aux dépens des bigots : les Jésuites de l'époque ne s'y étaient d'ailleurs pas trompés et avaient réussi à faire interdire la pièce.

Depardieu a fait de cette œuvre un drame psychologique. Son film — simple version filmée de la pièce présentée cet hiver au théâtre — baigne

dans une atmosphère sinistre. Orgon est un illuminé dangereux qui paralyse sa famille, en particulier sa fille. Mariane, la fille en question, passe de la prostration aux crises nerveuses et Dorine, la servante au franc-parler, a aussi l'air d'être sur les nerfs. Le tout sur un rythme ralenti et dans un décor noir, gris et blanc, n'invite pas au sourire, mis à part quelques jeux de scènes d'un humour involontaire. Interpréter un texte de façon originale, pourquoi pas ? Mais cette expérience laissera complètement froids ceux qui aiment Molière parce qu'il les fait rire.

Sylvie MARECHAL

## La Smala de Jean-Loup Hubert

Cette « smala » est celle de Victor Lanoux, « chômeur professionnel » dans une cité de la banlieue lyonnaise. Les cinq enfants sont tous de pères différents, la belle-mère est paralytique, la mère s'est enfuie avec un CRS, l'aide-familiale qui s'occupe de tout ce beau monde est une ex-musicienne d'un groupe de rock. L'intrigue se réduit au fait que le mari inconsolable de la fugue de sa femme va la rechercher à Paris, ce qui nous vaut de faire la connaissance du frère de l'aide-familiale, un superbe travesti. Tout finit bien, la famille gagne au loto et file aux Antilles.

Cela se veut un film comique sur fond « réaliste » : une cité qui fait irrésistiblement penser à celle des Minguettes, avec

des bandes de jeunes immigrés, sa pauvreté et sa violence, le quartier de la gare de Lyon et des « travelos », etc. Mais c'est un film où le misérabilisme et le mauvais goût sont gagnants. Et si l'on sourit quand même souvent, c'est

uniquement grâce au jeu des acteurs, Josiane Balasko, Dominique Lavanant, et de courtes apparitions de Luis Rego et Claude Villers, qui, chacun à leur manière, tirent leur épingle du jeu.

S.F.



## C'est la faute à Rio

Pénible, cette laborieuse comédie américaine, qui se déroule dans un cadre de dépliant touristique. Deux Américains, ayant des difficultés avec leur femme, s'évadent de leurs problèmes en se payant des vacances à Rio, en compagnie de leurs filles respectives.

L'un d'eux séduit, succombe aux charmes de la fille de l'autre. Cette caleçonade sans rythme, sans drôlerie, ne vaut pas le voyage. C'est peut-être la faute à Rio. Mais pourquoi en faire payer les conséquences aux spectateurs ?

## Sélection cinéma

### FILMS RECENTS...



#### A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT. de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Paramount Opéra 9<sup>e</sup>. Mistral 14<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>. Convention 15<sup>e</sup>. Paramount Maillot 17<sup>e</sup>. Images 18<sup>e</sup>. Paramount Odeon 6<sup>e</sup> (vo). Sept Parnassiens 15<sup>e</sup>.

#### L'ETOFFE DES HÉROS. de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures.

Biarritz 8<sup>e</sup> (vo).

#### UNDER FIRE. de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, quelques aspects de la guerre

civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo). Biarritz 8<sup>e</sup> (vo).

#### CARMEN. de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

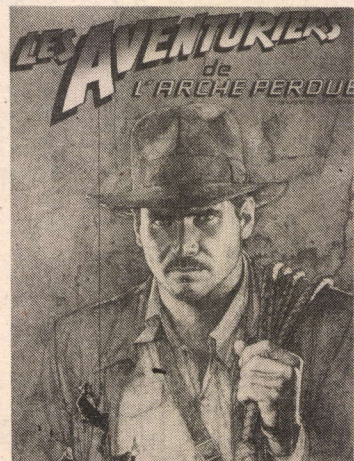
Vendôme 2<sup>e</sup>. Publicis Matignon 8<sup>e</sup>.

### ... ET MOINS RECENTS

#### LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE. de Steven Spielberg.

Là aussi, de l'aventure, de l'humour, du danger et bien sûr de l'amour.

Capri 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg Les Halles 3<sup>e</sup> (vo). Georges V 8<sup>e</sup> (vo). Montparnasse Pathé 14<sup>e</sup>.



#### LE BAL. d'Ettore Scola.

De 1936 à aujourd'hui, l'histoire vue dans les bals. Ettore Scola a filmé le spectacle du Campagnol.

Studio de la Harpe 5<sup>e</sup>.

#### LES BLUES BROTHERS. de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

Danton 6<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).

#### LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Une satire désopilante des « bienfaits » de la civilisation occidentale en Afrique du Sud.

Impérial 2<sup>e</sup>. George V 8<sup>e</sup> (vo).

#### DIVA.

de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un petit postier enthousiasmé par l'opéra et la Diva. Un film policier, plein d'humour, étrange et loufoque à la fois. Rivoli Beaubourg 4<sup>e</sup>. (horaires spéciaux).

#### DON GIOVANNI.

de J. Losey.

Film d'opéra d'après l'œuvre de Mozart.

Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). UGC Opéra 2<sup>e</sup> (vo). Cluny Palace 5<sup>e</sup> (vo). Colisée 8<sup>e</sup> (vo). Gaumont Convention 15<sup>e</sup> (vo).

#### L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP. d'Alfred Hitchcock.

En réalité, il ne savait rien, mais les apparences étaient contre lui.

St-Michel 5<sup>e</sup> (vo).

#### UNE ETOILE EST NÉE.

La façon dont le show-business sélectionne une star. Hollywood vu par Hollywood avec Judy Garland. Movies-les-Halles 1<sup>er</sup> (vo). Elysées Lincoln 8<sup>e</sup> (vo).

#### LES RAISINS DE LA COLERE de J. Ford.

D'après le roman de Steinbeck.

Exploitation et révolte des ouvriers agricoles dans l'Amérique des années 1930. Champo 5<sup>e</sup> (vo).



# EXPOSITION

## Un nouveau musée de peinture à l'Orangerie



Depuis quelques mois, les salles de l'Orangerie des Tuileries, à Paris, se sont transformées en musée. On peut y voir

des tableaux de l'époque impressionniste, ainsi que des toiles de Derain, Matisse, Modigliani, Soutine, Picasso,

etc., ayant appartenu à deux collectionneurs, Walter et Guillaume, et qui constituent un ensemble prestigieux.

La première salle de l'Orangerie regroupe de nombreuses toiles de Soutine, un peintre qui était parti de Russie en 1913, quelques années après Chagall, pour s'installer à Paris. Et ses portraits, ses paysages, ses bœufs écorchés, ses natures mortes mériteraient à eux seuls la visite du musée.

Tous ceux qui ont aimé le musée des impressionnistes au Jeu de Paume, situé à quelques mètres de l'Orangerie, apprécieront sûrement...

JEAN SANDAY

Collection Jean Walter-Paul Guillaume à l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde à Paris.

## Sélection télévision

### Samedi 15 septembre

**FR3. 21 h. 25.** Laurel et Hardy : *Têtes de pioche*. Laurel, combattant de la Première Guerre mondiale sur le front français, n'a pas été prévenu de l'armistice. Il monte la garde dans une tranchée depuis 20 ans au moment où il est retrouvé... Le dernier grand Laurel et Hardy d'avant la Deuxième Guerre mondiale.

**A2. 22 h. 05** Les enfants du rock, avec Daniel Balavoine.

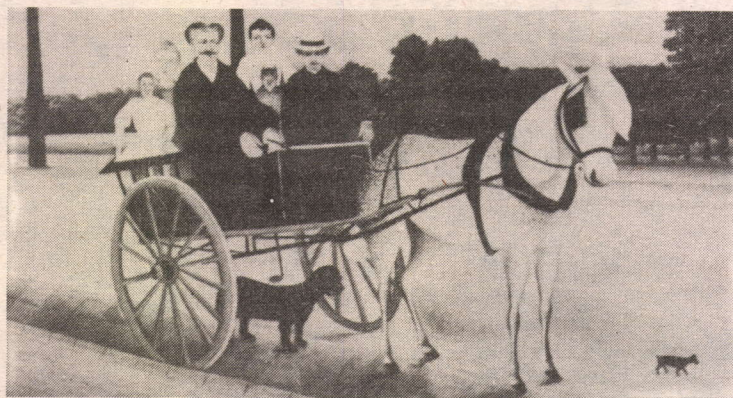
### Dimanche 16 septembre

**A2. 18 h. 55** *Le mystérieux docteur Cornélius*. Feuilleton en 6 épisodes d'après le roman de Gustave Le Rouge, avec Jean Bouise, Georges Géret, Gérard Desarthe (1<sup>er</sup> épisode). Meurtres mystérieux par nuit d'orage, personnages invraisemblables, traits reconnaissables à leurs rictus et malfaiteurs à la mine patibulaire, c'est une bande dessinée télévisuelle.

**TF1. 20 h. 35** Film : *Dernier domicile connu*, de José Giovanni, avec Lino Ventura, Marlène Jobert et Michel Constantin. Le témoin d'un meurtre se cache. Les flics le recherchent pour témoigner, les gangsters pour le supprimer.



*Casanova, un adolescent à Venise* Dimanche 20 h 30, FR 3.



*Nous te saluons, Gentil Rousseau* Dimanche 21 h 40, A2.

Lino Ventura incarne un flic honnête dans une police à l'efficacité inhumaine.

**FR3. 20 h. 35** *Foi d'anar*. Maurice Joyeux, portrait d'un anarchiste.

**A2. 21 h. 40** *Nous te saluons, gentil Rousseau*. Une émission sur la vie et l'œuvre de ce petit fonctionnaire qui se fit peintre à 41 ans.

**FR3. 22 h 30** Cinéma de minuit : *Casanova, un adolescent italien* de Luigi Comencini. La vie quotidienne dans la Venise du XVIII<sup>e</sup> siècle.

### Lundi 17 septembre

**TF1. 20 h. 35** *Huit et demi*, film de F. Fellini avec M. Mastroianni, Anouk Aimée, Sandra Milo et Claudia Cardinale.

**A2. 20 h. 35** *Le grand échiquier*. Avec Katia et Marielle Labèque (piano), Yo Yo Ma (violoncelle) et beaucoup d'autres. Jacques Chancel prend les mêmes et recommence...

**FR3. 20 h. 35** *Les seins de glace*, film de G. Lautner avec Mireille Darc, Claude Brasseur et Alain Delon.

### Mardi 18 septembre

**TF1. 20 h. 35** *L'équipe Cousteau en Amazonie*. Deuxième partie : la rivière enchantée.

**TF1. 21 h. 35** *L'histoire à la Une* : Khadafi, le machiavel du désert. Reportage préparé par Eric Rouleau, spécialiste du journal *Le Monde* pour le Moyen-Orient.

**A2. 22 h. 40** *Lire c'est vivre* : *Germinal*, d'Emile Zola, lu par les mineurs et les habitants du bassin minier des Cévennes.

**FR3. 23 h. 05** Soirée Burt Lancaster à *La dernière séance*. En deuxième partie *Le grand chantage*. Un film « noir » dans le New York nocturne des politiciens corrompus et des comédiens déçus.

### Mercredi 19 septembre

**TF1. 21 h. 35** *Le bébé est une personne*, deuxième partie : « L'espace d'une rencontre », interrogations autour de l'accouchement.

**FR3. 22 h. 20** *Scènes de la vie conjugale*, deuxième épisode : rediffusion du film d'Ingmar Bergman.

### Jeudi 20 septembre

**TF1. 20 h. 35** *La terre et le moulin*. Téléfilm en trois parties. Scénario et dialogues de Georges Coulouges. Un roman d'amour à la campagne. Deuxième épisode.

**FR3. 20 h. 35** *La petite sirène*. Film de Roger Andrieux avec Philippe Léotard. Georges, garagiste quadragénaire, divorcé, pris au piège des rêves d'amour d'une jeune collégienne.

### Vendredi 21 septembre

**TF1. 20 h. 35** *Renaud* au Zénith

# LIVRE

## • Un roman indonésien

## « Corruption »

de Pramudya Ananta Tur

Pramudya Ananta Tur est un écrivain indonésien qui lutta pour l'indépendance de son pays et fut emprisonné pour cela de 1947 à 1949, année de l'indépendance. Plus tard, en 1965, soupçonné de « sympathies communistes », il fut déporté pour 15 ans.

Son roman, paru en Indonésie en 1954, dénonce à la fois la soumission héritée de l'époque coloniale et les mœurs corrompues qui règnent dans le nouvel État indépendant.

Un fonctionnaire, déjà plus tout jeune, est connu et respecté jusqu'alors pour son intégrité. Nombre de ses collègues roulent carrosse, c'est-à-dire en grosse américaine, et lui n'a qu'un vieux vélo rouillé. Ils habitent de luxueuses villas, lui occupe une pièce avec toute sa famille. Eux s'enrichissent

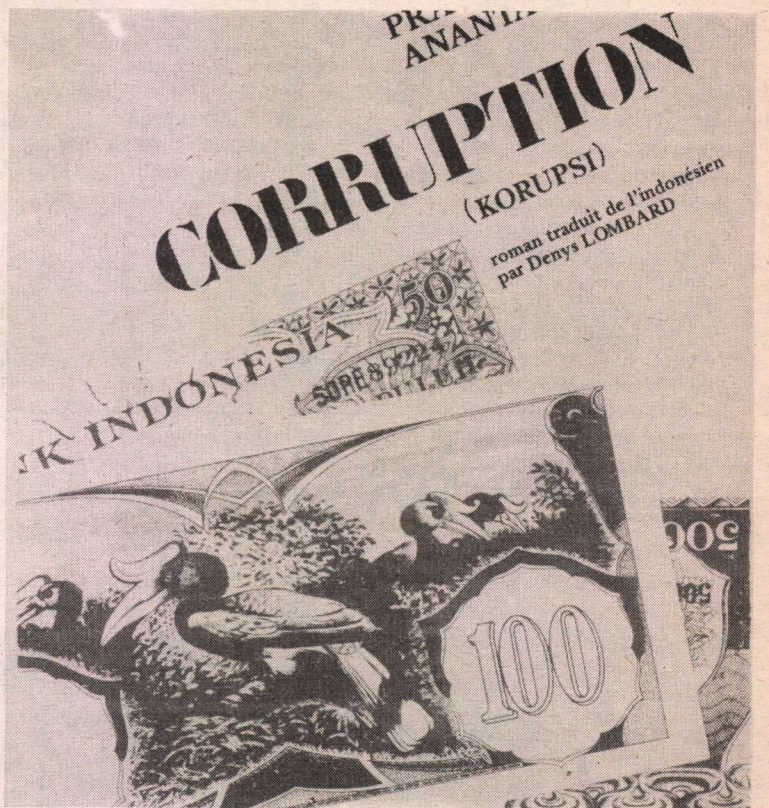
sans cesse tandis que son maigre salaire ne lui permet même pas de faire face aux frais d'études de ses enfants.

Mais lui aussi, après bien des débats internes, est gagné par le virus de la corruption. Il en deviendra riche. Mais il y perdra sa famille et le respect de lui-même. Un jeune employé, Sirad, pas dupe, et qui symbolise la volonté de la jeune génération de lutter contre les nouveaux riches, causera sa perte.

Ecrit dans un style sobre, cet intéressant petit roman permet de connaître quelques aspects de la société indonésienne au lendemain de l'indépendance.

MICHEL BROUSSE

*Corruption* de Pramudya Ananta Tur. Ed. Cahier de l'Archipel, 38 F.



## « Le roi des éléphants »

et Barbe Rouge la fourmi boîteuse de Yachar Kemal

Que peuvent les petites fourmis contre les monstrueux éléphants ? Réduites en esclavage, contraintes de travailler tout le temps pour construire des palais et accumuler de la nourriture pour leurs maîtres, surveillées par les huppes, trahies par des fourmis jaunes mouchardes, endoctrinées par une propagande incessante, cruellement matées à la moindre révolte, que peuvent bien faire ces misérables bestioles contre des maîtres si forts ? Barbe Rouge la fourmi boîteuse et quelques fidèles ne sont qu'une poignée à préparer la résistance dans la clandestinité. Et pourtant va venir le jour où, malgré l'énorme disproportion apparente des forces, les fourmis vont reprendre confiance en elles-mêmes, chasser les traîtres de leurs rangs et balayer les exploités de la surface de la terre. Voilà une fable animalière toute politique due à l'écrivain turc Yachar Kemal et dans laquelle on



retrouve tout son talent de conteur. Elle ne réjouira pas seulement les jeunes lecteurs à qui elle est destinée.

MICHEL BROUSSE

*Le roi des éléphants* de YACHAR KEMAL Ed. Folio junior - 25 F - 270 pages.



## Quand le PCF édite Trotsky

Les Editions sociales viennent de publier un choix d'écrits de Léon Trotsky dans la série de poche *Essentiel*, où figurent entre autres volumes des textes de Marx, Engels, Rosa Luxembour, Lénine, Staline, Gramsci, etc.

Les Editions sociales étant dirigées par le PCF, c'est la première fois en France depuis que Trotsky a été mis au « ban d'infamie » par Staline, que les héritiers français de ce dernier publient quoi que ce soit du premier. Le fait vaut d'être noté, même s'il reste bien limité, et bien délimité.

Car les Editions sociales ne nous invitent pas à lire Trotsky sans précaution. Elles ne sauraient conseiller à leurs lecteurs habituels de faire une incursion dans son œuvre sans que cette visite soit « guidée » et par avance orientée, si l'on peut parler d'orientation en l'occurrence.

C'est pourquoi, sur 324 pages, il y en a 88 — soit plus du quart — consacrées à la préface rédigée par Jean-Paul Scot, universitaire et agrégé d'histoire. Celui-ci admet que « Trotsky a sa place dans l'histoire complexe du mouvement ouvrier international », et qu'il « lui apparaît comme un révolutionnaire à la recherche d'une cohérence stratégique globale et arrivant plus ou moins inégalement à surmonter ses hésitations et ses contradictions ».

Il se démarque de Léo Figueres qui, toujours pour le compte du PCF, avait écrit en

1969 : « Le trotskysme, cet anti-léninisme » et caractérisait le trotskysme comme « un gauchisme petit-bourgeois ».

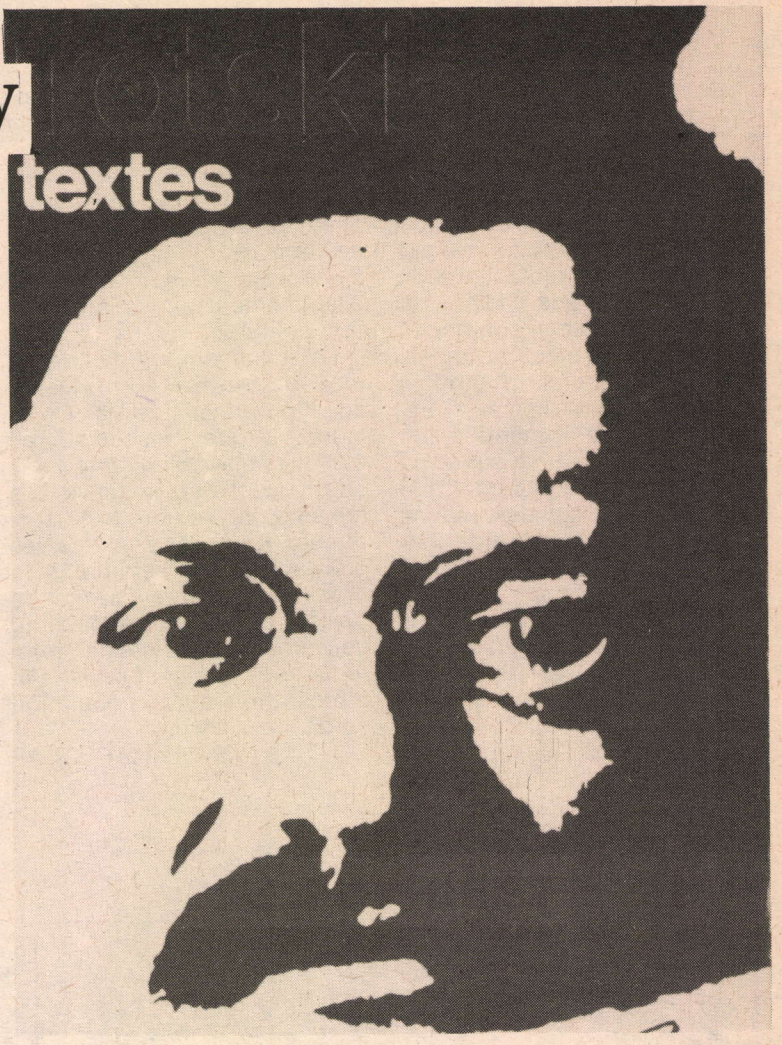
Parlant de la liquidation de Trotsky par Staline et racontant que les délégués de la III<sup>e</sup> Internationale firent pression sur la direction du Parti Communiste Mexicain pour son élimination, démettant de leurs fonctions les membres réticents du bureau politique, Jean-Paul Scot affirme : « Il est clair qu'une telle démarche était injustifiable ». Pendant des années, la version stalinienne de cet assassinat prétendait que Trotsky n'avait pas été assassiné sur ordre de Staline, mais qu'il avait été tué par un de ses partisans. Affaire classée pour notre historien : il était « injustifiable » d'assassiner Trotsky !

Ces quelques « audaces » accomplies, le texte de Jean-Paul Scot reprend la plupart des falsifications stalinienne des positions de Trotsky. On y trouve, par exemple, sa prétendue « sous-estimation de la paysannerie ». On y insiste de façon tendancieuse, sur ses divergences avec Lénine à la fin de la guerre civile à propos des syndicats et de la militarisation du travail. Des prises de positions tactiques et circonstancielles sont présentées comme des choix stratégiques fondamentaux ; les divergences sur le parti, sur les soviets entre Lénine et Trotsky y sont présentées de façon à illustrer une prétendue opposition entre les deux dirigeants révolution-

naires. Et si Jean-Paul Scot reconnaît que, en 1920, « Trotsky apparaissait comme le dirigeant le plus prestigieux après Lénine », que « son apport le plus fondamental à la révolution soviétique fut donc l'organisation d'une armée rouge qu'il mènera à la victoire... », il constate que Trotsky « finit par se rallier à Lénine en 1917, porté par la vague de la révolution russe. L'épreuve des faits ayant fait subir des échecs répétés à son « conciliationnisme ».

Les accusations se succèdent ou se répètent au long de ces 88 pages, tel le reproche de « formalisme » qui selon Scot, caractériserait la position de Trotsky.

Quant aux extraits choisis des textes de Trotsky, ils contredisent bien l'introduction qui les précède, et en dépit du tri opéré, ils illustrent un assez grand nombre de positions de Léon Trotsky de 1904 à 1940. Mais, extraits de leur contexte, la plupart du temps coupés et taillés à souhait, ils ne permettent certainement pas de comprendre ce qu'ont été les idées de Trotsky. Mentionnons ainsi un court texte où Trotsky fustige en termes peu flatteurs ceux qui veulent construire une IV<sup>e</sup> Internationale en... 1922, texte qui dans ces quelques 300 pages censées donner une image d'une œuvre qui en comporte des milliers, ne semble avoir été sélectionné que pour illustrer ce qu'il présente comme une des prétendues « incohérences » de Trotsky.



Reste que cette publication de Trotsky par le PCF a une signification politique. Elle va de pair avec l'image que ce parti essaie de donner de lui-même depuis quelques années. Pour le PCF il ne s'agit pas par là de laisser entendre qu'il pourrait avoir quoi que ce soit de commun avec le révolutionnaire Trotsky, mais de prouver que les héritiers du stalinisme dans ce pays ne sont

plus ce qu'ils étaient, qu'ils sont prêts à discuter de toutes les idées, bref qu'ils sont « ouverts » et se « social-démocratisent » et de montrer qu'ils font des efforts pour être plus présentables aux yeux sinon de la bourgeoisie, du moins de l'intelligentsia petite-bourgeoise.

Louis GUILBERT  
Trotski Textes — Editions sociales, 55 F.

## « Mémoires d'un autre jour »

d'Harold Robbins



Un auteur de best-sellers connu aux Etats-Unis, Harold Robbins, a pris comme thème de l'un de ses derniers romans la vie et la mort d'un syndicaliste imaginaire, *Big Dan*, des années 1900 à nos jours.

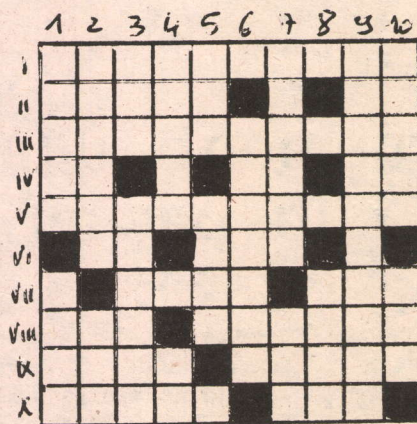
On voit dans ce roman certains aspects du syndicalisme américain : les syndicats plus occupés à devenir des puissances financières qu'à défendre les travailleurs, les luttes des dirigeants entre eux pour avoir la haute main sur ces puissances,

et la plupart des syndicalistes considérant leur activité comme un métier et pas comme une activité militante, etc.

Mais tout cela est brossé d'une manière très superficielle et de toute évidence, très peu fiable. Cela donne un roman qu'on peut se dispenser de lire.

S.F.  
Mémoires d'un autre jour  
d'Harold Robbins, Ed.  
Hachette, 85 F.

## Mots croisés



### HORIZONTALEMENT

I - Appellation démocratique. II - Visait plus loin que la lune. Participe. III - Ceux qui ont la foi s'y installent une bonne fois. IV - Parfois pronom. C'est phonétiquement une baie. Pronom. V - D'un pays d'Afrique. VI - Possessif. Un premier prénom. VII - Emit un dernier son. Façon de parler ou de boire ! VIII - Coule en URSS. Le grand n'a pas duré plus que les autres. IX - Place. Sentiers rectilignes. X - Interruption. Usé en désordre.

### VERTICALEMENT

1 - Sont toujours supérieures. Peut être d'attache. 2 - Images pieuses. Souvent joint au tabac. 3 - Sert pour les peaux. Orifice naturel. 4 - Voie pour médicaments. Presque gavé. 5 - Accord étranger. S'ils ne sont pas froids, ils sont visqueux. 6 - Le joule est son unité. 7 - Prénom féminin. Courante à la maison. 8 - Souvent circulaire. 9 - Affectent la peau. 10 - Situées chez le notaire. Démonstratif.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	R	O	U	T	E	S		O	R
II	A	O	U	T		T	E	S	T	E
III	R	U	T	I	L	A	N	T	E	S
IV	A	T		L	E		A	R		I
V	V	I	S	I	T	A	T	I	O	N
VI	A	N	I	S	A	S		L	E	U
VII	N	I		E	L	I	M	E	R	
VIII	I	E		R	E	L			S	E
IX	E	R	R	A	E		P	I	S	
X	R	E	S	S	A	S	S	E	N	T

Solution du problème précédent



## Afrique du Sud

# La révolte

Les émeutes qui ont soulevé les ghettos noirs d'Afrique du Sud semblent calmées. En apparence, le gouvernement de Pieter Botha, qui s'est présenté comme un partisan des réformes parce qu'il a fait semblant de donner une représentation parlementaire aux Indiens et aux Métis, a rétabli son ordre : celui de l'Apartheid. Le même ordre que sous n'importe lequel des gouvernements précédents. Et de la même façon qu'eux : à coups de fusils et de blindés. Ce n'est pas pour rien que ce défenseur des Blancs afrikaners, ce membre de longue date du réactionnaire Parti National, cet ancien ministre de la Défense de 1966 à 1978, a reçu, comme le rappelait *Libération* du 5 septembre, le surnom de « Piet Wapen » (Piet-le-Fusil) !

Mais si les émeutes ont

cessé à la fin de la semaine dernière et si le gouvernement a interdit toute manifestation, la tension reste la même : les écoliers sont toujours en grève et les funérailles des victimes de l'émeute, qui ont rassemblé 3.000 personnes, ont été en elles-mêmes une manifestation politique.

La commémoration de la mort de Steve Biko, dirigeant du Mouvement de la Conscience Noire assassiné en 1977, risque d'en être une autre, ainsi que la grève des mineurs prévue pour le 17 septembre. Après les émeutes, les grèves ? Ce ne serait pas la première fois, et le souvenir de Soweto est là pour rappeler au gouvernement raciste de Pretoria la force que peut prendre la protestation de la population noire.

Sylvie MARECHAL



Jeunes manifestants dans les rues de Sharpeville (Photo AFP)

## Maroc

# Un recul de la dictature

Les prisonniers politiques marocains en grève de la faim ont annoncé le vendredi 7 septembre qu'ils suspendaient celle-ci. En effet, ils ont obtenu le droit de visite quotidienne des familles aux prisonniers se trouvant à l'hôpital, la visite de délégations de la Ligue des droits de l'homme, le suivi médical des prisonniers politiques jusqu'à amélioration de leur état.

Les prisonniers toutefois ont déclaré qu'ils reprendraient leur grève s'il s'avérait que les réponses du gouvernement marocain n'étaient que des faux-fuyants. En effet, incarcérés depuis janvier 1984 pour la plupart d'entre eux et ayant subi, avant comme après leur procès, de nombreux sévices, ils savent qu'il y a toujours une marge entre les droits recon-

nus et la réalité. Ainsi, il aura fallu que trois jeunes meurent et que plusieurs autres soient sans doute marqués à vie par deux mois de grève de la faim pour que le régime cède. Voilà qui mesure le degré de liberté qui règne au Maroc, bien plus fidèlement sans doute que les élections législatives que Hassan II organise les 14, 15, 16 septembre.

Car le régime marocain peut bien se parer d'une Assemblée, c'est avant tout par la mitraille qu'il gouverne, pour tenter d'imposer aux masses une misère devenue de plus en plus aiguë à cause de l'aggravation de la crise. Et si le fonctionnement de cette dictature, à visage plus ou moins parlementaire, n'a nullement été entravé par l'opposition (on ne peut plus respectueuse et

prête à apporter sa caution aux institutions autant de fois qu'on le lui demande) c'est par contre la population qui l'a empêchée de mener à bien ses projets.

Le régime marocain a dû céder en janvier 1984 devant les émeutes contre les hausses des produits alimentaires, contre lesquelles la population est descendue dans la rue. Il a encore été contraint de céder devant la grève de la faim des détenus et la solidarité évidente d'une bonne part de la population.

Le régime marocain voulait briser son peuple. Il est surtout en train de démontrer que la force des opprimés peut battre en brèche la force de la dictature.

Nelly MEYER



## Israël

# Un gouvernement « d'union nationale » pour faire passer l'austérité

Après 39 jours de tractations, le leader du Parti Travailleur israélien, Shimon Peres, est donc parvenu à former un gouvernement d'union nationale avec le Likoud, la formation de droite depuis six ans au pouvoir. Et, outre l'ex-Premier ministre Shamir, se retrouvera comme ministre dans le cabinet de Peres le général Sharon, celui dont une commission d'enquête avait établi la responsabilité dans les massacres de Sabra et Chatila et qui est considéré comme un général fascisant par une partie de la population d'Israël. Et il y aura aussi, dans un ministère économique, Aridor, dont le nom était devenu le symbole de la politique économique

désastreuse du Likoud dans la propagande électorale du Parti Travailleur !

Les deux partis ont dit avoir fait des concessions l'un à l'autre dans « l'intérêt du pays » et ils se disent d'accord sur deux points : combattre l'inflation et se retirer du Liban.

Evidemment, pour le premier de ces points, l'intérêt du pays, c'est-à-dire des possédants et des gouvernants, exige une politique d'austérité sévère. Si le Likoud ne l'a pas engagée à fond auparavant, c'est parce qu'il ménageait son électorat, et aussi sans doute parce qu'il ne se sentait pas de taille à l'imposer à la population, surtout sans l'assentiment des

syndicats contrôlés par les travaillistes.

Mais aujourd'hui, à eux deux, le Parti Travailleur et le Likoud pourront peut-être la mener efficacement, maintenant qu'ils peuvent porter solidairement la responsabilité de cette politique vis-à-vis de leurs électeurs.

Quant au retrait des troupes israéliennes du Liban, il reste subordonné à la sécurité de la Galilée. Et les leaders travaillistes ont montré par le passé qu'ils avaient de la sécurité d'Israël une conception qui vaut bien celle du Likoud. C'est le Parti Travailleur qui a fondé l'Etat d'Israël, qui a imposé son existence et élargi par la guerre son territoire aux dépens de ses voisins arabes. C'est lui qui a occupé la

Cisjordanie et en a commencé la colonisation.

Certes, pour complaire à un électorat travailliste dont une partie estime trop coûteuse sur le plan économique cette politique de colonisation, ou bien qui est choquée par l'idée que les Juifs puissent se retrouver dans un « grand Israël » peuplé par une majorité d'Arabes, les dirigeants travaillistes se sont élevés contre la politique d'implantations provocatrices en plein cœur des villes arabes de Cisjordanie, qu'appuyait le gouvernement du Likoud.

Mais il est significatif de voir sur quoi, aujourd'hui, portent les désaccords à ce sujet entre les deux grands partis de la nouvelle coalition : le Likoud veut établir

les prochaines colonies de peuplement juif dans des zones à forte densité de population arabe, et le Parti Travailleur en dehors de ces zones. Autre point de désaccord : les travaillistes avaient promis le ministère des Cultes au Parti National Religieux, le Likoud l'avait promis à un autre petit parti religieux...

Alors, que leurs rivalités leur permettent ou non de coexister longtemps dans un même gouvernement, de toute façon, le seul changement que la population israélienne risque de sentir rapidement, c'est une dégradation accentuée de son niveau de vie.

Sylvie FRIEDMAN